



Arrêté des Comptes 2010

Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros*
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau - 92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369

** Capital ramené à 31 925 810 euros par décision du Conseil d'Administration du 14 avril 2011*



ARRETE DES COMPTES 2010

Sommaire

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Page 5
ATTESTATION DES DIRIGEANTS SUR LE RAPPORT FINANCIER 2010	Page 17
COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2010	
• Bilan.....	Page 20
• Compte de Résultat.....	Page 21
• Résultat global	Page 22
• Tableau de variation des Capitaux Propres	Page 22
• Tableaux de flux de Trésorerie consolidés.....	Page 23
• Annexe des Comptes Consolidés (Notes 1 à 28).....	Page 25
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	Page 55
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2010	
• Bilan.....	Page 58
• Compte de Résultat.....	Page 60
• Tableaux de flux de Trésorerie.....	Page 61
• Annexe des Comptes Sociaux (Notes 1 à 19).....	Page 63
• Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Sociaux	Page 76

Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros*
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369
www.gevelot-sa.fr

** Capital ramené à 31 925 810 euros par décision du Conseil d'Administration du 14 avril 2011*

Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2010.

L'exercice 2010, dans un contexte de reprise d'activité après le net repli de 2009 dû aux effets de la crise financière et économique, constate le retour à des résultats bénéficiaires.

Ce retour à la rentabilité, la modération des programmes d'investissements ainsi que la bonne maîtrise du besoin de fonds de roulement ont permis au Groupe d'améliorer sa structure financière.

Le Secteur Extrusion a poursuivi ses efforts d'adaptation dans un marché plus soutenu, surtout durant le second semestre 2010 de par les mesures de soutien ponctuel au marché automobile européen.

Le Secteur Pompes a amplifié son développement à l'international en privilégiant l'innovation technologique et l'adaptation de ses structures dans un contexte de progression de la rentabilité.

Enfin, en ce qui concerne le Secteur Mécanique, les effets conjugués d'un mix produit favorable et le plein effet des mesures d'économies prises antérieurement, ont permis le retour à une situation bénéficiaire.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 189,6 M€ contre 160,6 M€ en 2009, soit une progression de 18,1 % (- 20,2 % l'an passé).

Le chiffre d'affaires du Secteur Extrusion, à 98,3 M€, est en progression de 19,9 % sur 2010 (- 23,7 % l'an passé). Les effets des mesures d'accompagnement prises par les Pouvoirs Publics dans le secteur automobile, la destination de certaines de nos fournitures au travers de nos Clients vers l'Export sur les marchés émergents et la mise sur le marché de nouveaux modèles, ont contribué à cette progression.

L'activité du Secteur Pompes avec un chiffre d'affaires de 76,8 M€ est en progression de 14,4 % sur 2010 (- 14,7 % l'an passé), dans un contexte de haut niveau de prix du baril de pétrole. L'activité a été soutenue à l'Export dans le Secteur Oil & Gas ainsi que dans le domaine de l'Industrie.

Le chiffre d'affaires du Secteur Mécanique à 14,5 M€ est en progression de 27,3 % sur 2010 (- 24,7 % l'an passé). La bonne activité sur les pompes doseuses liée à l'automobile d'une part et d'autre part, les carburateurs rechange à l'Export ont permis cette évolution favorable.

Le résultat opérationnel courant consolidé du Groupe s'établit bénéficiaire (après 1 195 K€ de dépréciation pour perte de valeur de certains actifs industriels) à 16,2 M€ contre 1,0 M€ en 2009.

Le résultat opérationnel consolidé est positif de 13,3 M€ contre un négatif de 2,0 M€ en 2009.

Le résultat financier consolidé est négatif de 0,6 M€ contre un résultat négatif de 0,8 M€ en 2009.

Au final, le résultat net consolidé du Groupe en 2010 redevient positif à 8,9 M€, après une perte nette consolidée de 1,7 M€ constatée en 2009.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés.

Les activités des sociétés incluses dans le périmètre du Groupe sont développées ci-après (les données chiffrées sont extraites des Comptes individuels de chaque société et s'entendent donc avant retraitement IFRS et éliminations de consolidation).

Activités de la Société-Mère

Gévelot S.A.

Le chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 3 415 K€, en baisse de 6,9 % sur 2009. La baisse de 10 % octroyée à Gévelot Extrusion pour l'usage des actifs industriels et l'effet des départs en cours d'année 2010 des Sociétés externes au Groupe des surfaces tertiaires de Levallois-Perret expliquent ce repli. Les surfaces ainsi libérées ont été mises à la disposition de notre filiale PCM en fin d'année 2010 pour y intégrer, après réhabilitation, certains de ses Services issus du Siège de Vanves (Hauts de Seine).

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 1 105 K€ contre 1 341 K€ en 2009. Une baisse des charges externes de 9,3 % est à constater.

Le résultat financier s'élève à 1 505 K€ contre 1 882 K€ intégrant la contribution de nos filiales en termes de dividendes qui se situe à 1 417 K€ contre 1 602 K€ en 2009.

Le résultat courant avant impôt s'établit à 2 610 K€ contre 3 223 K€ en 2009.

Le résultat exceptionnel est négatif de 664 K€ contre 2 317 K€ également négatif en 2009. Il intègre une charge nette d'amortissements dérogatoires pour 289 K€, des indemnités et provisions pour risques divers pour 286 K€ et une provision intragroupe pour charges d'impôts futurs sur déficits reportables de nos filiales françaises pour 104 K€. Divers produits nets sont par ailleurs constatés pour 16 K€.

Dans le cadre des mesures de simplification et d'atténuation de coûts, il a été décidé la suppression du poste de Directeur Financier Groupe à la fin de l'année 2010.

Après une charge d'impôt Sociétés de 246 K€ et constatation de 98 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le bénéfice net social de Gévelot SA s'établit à 1 798 K€ contre 2 477 K€ en 2009.

Le montant des investissements s'élève à 85 K€, principalement réalisés sur les sites industriels de l'Extrusion dont Gévelot est propriétaire.

Activités des Filiales et Participations

Secteur Extrusion, Usinage

Les ventes consolidées de ce Secteur ont atteint 98,3 M€.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 4,6 M€ contre 5,0 M€ en 2009.

Gévelot Extrusion S.A. (France)

Une reprise de l'activité est à constater grâce à l'appui des mesures gouvernementales (prime à la casse) et des premières livraisons sur les nouvelles affaires commerciales. Le plein effet des mesures de restructuration de 2009 et la bonne maîtrise des frais fixes ont permis le retour à une situation équilibrée. Les problèmes d'approvisionnement en matières premières et des pannes machines ont cependant altéré, particulièrement durant le dernier quadrimestre, les performances des sites industriels.

Le chiffre d'affaires 2010 s'élève à 61 931 K€ contre 50 997 K€ en 2009 soit une progression de 21,4 %.

Le résultat d'exploitation est proche de l'équilibre à 126 K€ déficitaire contre 4 025 K€ négatif en 2009. Il intègre 3 450 K€ d'amortissements (3 395 K€ en 2009) et des redevances de crédit-bail de 1 369 M€ (1 341 K€ en 2009).

Le résultat financier est négatif de 210 K€ contre 131 K€ également négatif en 2009. La forte réduction des intérêts financiers due à la baisse des taux et à la réduction de l'endettement n'a pas pu compenser la moindre contribution de la filiale allemande en terme de dividende (30 % de 200 K€) contre 80 % de 500 K€ en 2009. Cela est dû à la baisse du taux de détention et au moindre dividende dû à la crise.

Le résultat exceptionnel est positif de 402 K€. Il intègre 403 K€ de provision sur risque sur litige qualité client, compensé par 576 K€ de produits pour reprise sur engagements de fin de carrière liée aux baisses d'effectif, + 364 K€ de variation nette de provisions réglementées et 135 K€ d'autres charges exceptionnelles.

Après prise en compte d'un crédit impôt recherche de 446 K€, le résultat net bénéficiaire de l'exercice 2010 s'élève à 512 K€ contre une perte de 3 979 K€ en 2009.

La capacité d'autofinancement s'élève positive à 3 551 K€ contre 3 138 K€ négative en 2009.

L'effectif global au 31 décembre 2010 s'établit à 515 personnes dont 77 intérimaires contre 479 personnes à fin 2009 et 13 intérimaires.

Dold Kaltfließpressteile GmbH (Allemagne)

Le chiffre d'affaires 2010 s'élève à 36 783 K€ contre 31 545 K€ en 2009, soit une progression de 16,6 %.

La production de l'exercice, en progression de 20,4 %, se monte à 36 226 K€.

Le résultat d'exploitation redevient positif à 2 243 K€ contre un déficit de 122 K€ en 2009.

Le résultat financier est négatif de 162 K€ contre 120 K€ en 2009.

Le résultat exceptionnel est négatif de 685 K€, contre 620 K€ en 2009, correspondant à des provisions sur actif circulant de 500 K€ et à des coûts de restructuration de 185 K€.

Le résultat net ressort bénéficiaire à 1 055 K€ après constatation d'une charge d'impôt de 341 K€. En 2009, la perte nette constatée était de 793 K€ après un produit d'impôts de 69 K€.

La capacité d'autofinancement s'élève à 2 956 K€ contre 1 088 K€ en 2009.

L'effectif global au 31 décembre 2010 s'élève à 277 personnes, contre 285 au 31 décembre 2009.

Secteur Pompes, Technologie des Fluides

Les ventes consolidées de ce secteur se sont élevées à 76,8 M€ contre 67,1 M€ en 2009 soit une progression de 14,4 %.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 2,5 M€ contre 3,9 M€ en 2009.

PCM S.A. (France)

Dans un contexte de forte évolution de la demande mondiale de pétrole aboutissant à niveau élevé de prix du baril, l'activité a été particulièrement soutenue à l'Export par l'accroissement de la fourniture de pompes de nouvelles technologies et de services associés.

Le chiffre d'affaires de cette société s'est élevé en 2010 à 68 920 K€ (dont 67,85 % réalisés à l'Export) contre 60 714 K€ en 2009, soit une progression de 13,5 %. L'activité commerciale de PCM a été marquée par une reprise forte dans le secteur Oil & Gas et une stabilisation des ventes dans les secteurs Food et Industry avec néanmoins une légère reprise sur le second semestre. Cette reprise d'activité est relative car elle ne permet pas toutefois de revenir au niveau de 2008.

Le chiffre d'affaires du secteur Oil & Gas est en progression de 13,8 %, celui du Food de 7,3 % et celui de l'Industry de 16,1 %.

Les Services, à 5,0 M€ représentent 7,3 % du global.

PCM dégage un résultat d'exploitation de 13 559 K€ en très nette amélioration sur 2009 (6 539 K€). Cette amélioration est due à l'effet d'un mix produit favorable et aux pleins effets des mesures d'adaptation prises en 2009.

Le résultat financier est positif de 226 K€ contre 295 K€ en 2009. Il intègre des produits financiers de participation en provenance des filiales pour un montant de 731 K€ contre 318 K€ en 2009, des produits liés aux placements pour 36 K€, une charge nette sur écarts de change de 57 K€ et une provision pour dépréciation sur titres de la filiale chinoise EMS de 474 K€.

Dans ces conditions, le résultat courant avant impôt s'établit bénéficiaire à 13 785 K€ contre 6 834 K€ en 2009.

Le résultat exceptionnel se traduit par une charge nette de 2 284 K€ contre 2 567 K€ en 2009. Il intègre principalement :

- une dotation pour provision du redéploiement du Site de Vanves pour 1 529 K€,
- une dotation nette d'amortissement dérogatoires pour 648 K€,
- un dégrèvement d'impôt de 44 K€,
- une dotation aux amortissements exceptionnels liée à la mise au rebut d'immobilisations pour 31 K€.

La fermeture du Siège Social de Vanves (92) est envisagée pour la fin de l'année 2011. Les Services seront transférés de janvier à septembre 2011, en partie vers le Site de Champtocé sur Loire (49) et pour l'autre partie vers des surfaces de bureaux mises à disposition par Gévelot SA sur Levallois-Perret (92).

La Participation des salariés s'élève à 1 035 K€ contre 264 K€ en 2009.

L'impôt sur les Sociétés s'élève à 3 823 K€ après prise en compte d'un crédit d'impôt recherche de 323 K€.

L'exercice se solde par un résultat bénéficiaire après impôt de 6 643 K€ contre 2 706 K€ en 2009.

La capacité d'autofinancement s'élève à 10 082 K€ à fin 2010 contre 5 553 K€ au 31 décembre 2009.

Il sera proposé au titre de 2010 de servir un dividende de 1 504 K€ (20 Euros par action au lieu de 17 Euros l'an passé).

L'effectif global au 31 décembre 2010 s'établit à 305 personnes dont 21 intérimaires, contre 288 personnes dont 8 intérimaires au 31 décembre 2009.

PCM Group UK Ltd. (Grande-Bretagne)

Le chiffre d'affaires réalisé en 2010 s'établit à 2 253 KGBP contre 2 611 KGBP en 2009, en baisse de 13,7 %.

Le résultat net de cette société est en baisse de 37,1 % à 156 KGBP contre 248 KGBP en 2009. Il pâtit directement de la baisse du chiffre d'affaires et donc d'un niveau de coûts indirects en augmentation de 25,5 % à 29,7 %, en proportion du chiffre d'affaires.

Un dividende de 400 KGBP a été décidé et sera versé à PCM S.A. en juin 2011.

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 19 personnes contre 18 à fin 2009.

PCM Deutschland GmbH (Allemagne)

Le chiffre d'affaires à 2 058 K€ est en hausse de 20,4 % par rapport à 2009 (1 709 K€).

Le résultat net est un bénéfice de 119 K€ contre 33 K€ en 2009. Sa hausse est directement liée à la reprise de l'activité et à la baisse des coûts consécutive aux mesures d'économies.

Un dividende de 250 K€ a été décidé et sera versé à PCM S.A. en avril 2011.

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 9 personnes, identique à celui au 31 décembre 2009.

PCM Flow Technology (Etats-Unis)

Cette Société, sans activité commerciale est filiale à 100 % de PCM. Elle a été créée en avril 2004 et contrôle 100 % de l'activité de la Société PCM USA Inc.

PCM USA Inc. (Etats-Unis)

Le chiffre d'affaires 2010 s'est élevé à 8 113 KUSD contre 3 954 KUSD en 2009 soit une hausse de 105,2 %. Cette hausse est principalement liée à celle des ventes vers son client principal sur la zone Américaine.

Le résultat net est un bénéfice de 726 KUSD contre une perte de 475 KUSD en 2009. Cette augmentation de 52,8 % est due à la hausse du chiffre d'affaires associée à un gain de 4,0 % de marge brute.

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 18 personnes, contre 15 en 2009.

PCM Trading (Shanghai) Co Ltd (Chine)

L'activité de cette Société est en progression car la Chine a été nettement moins touchée par la crise économique que le reste du Monde. En 2010, le chiffre d'affaires s'élève à 24 000 KRMB contre 23 487 KRMB en 2009 soit une hausse de 8,3 % compte-tenu de l'évolution de la parité Euro/RMB. Les commissions versées en 2010 par PCM s'élèvent à 5 333 KRMB soit 22 % du chiffre d'affaires contre 5 705 KRMB soit 24 % en 2009.

Le résultat net est une perte de 480 KRMB contre un bénéfice de 1 320 KRMB en 2009, en repli de 140,0 %. Cette baisse du résultat est principalement due au coût en année pleine du renforcement des structures commerciales effectué en 2009, associé à une évolution défavorable de la parité Euro/RMB.

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 22 personnes, contre 11 en 2009.

PCM (Suzhou) Co Ltd (Chine)

Cette société, filiale à 100 % de PCM a été créée en Décembre 2009 suite à l'obtention d'une licence d'exploitation pour une durée de 30 ans. Après la deuxième phase de libération du capital intervenue en mai 2010, le capital social de cette société est désormais de 19 427 KRMB.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 347 KRMB (261 K€) en 2010 contre 432 KRMB (45 K€) pour la période de juin à décembre 2009, première année d'activité.

Le résultat net 2010 est une perte de 3 476 KRMB contre une perte de 2 975 KRMB en 2009.

PCM Group Italia Srl (Italie)

Le chiffre d'affaires réalisé en 2010 s'établit à 486 K€ contre 389 K€ en 2009 soit en progression de 24,9 %.

Le résultat net à fin 2010 est une perte de 27 K€ contre une perte de 70 K€ à fin 2009.

L'effectif au 31 décembre 2010 est de 3 personnes identique à celui de 2009.

PCM MUSCAT LLC

Cette société, détenue à 100 % par PCM a été créée en octobre 2010. Elle a pour but de développer l'activité commerciale de PCM au Sultanat d'Oman.

Le capital a été libéré en octobre 2010 pour 286 K€ dont 86 K€ au titre d'un prêt de consommation contracté par un partenaire local auprès de PCM.

Cette Société n'a pas eu d'activité au titre de 2010 ; les premières ventes sont attendues au cours du deuxième trimestre 2011.

Groupe Kudu Industries Inc. (Canada)

Le chiffre d'affaires consolidé 2010 s'établit à 92 667 KCAD contre 75 587 KCAD en 2009, soit une hausse de 22,6 % due à la reprise des investissements des Exploitants pétroliers et au retour du cours du baril de pétrole à un niveau satisfaisant pour ceux-ci.

Le résultat consolidé, en raison de la forte augmentation du chiffre d'affaires, ressort bénéficiaire à 2 385 KCAD contre 263 KCAD déficitaire en 2009.

Un dividende de 400 KCAD au titre de l'année 2010 sera versé à PCM S.A. en juin 2011 par la société mère de ce Groupe.

Ensival Moret Asia (EMA) (Singapour)

Cette société, purement financière, qui contrôle 100 % de la société industrielle Ensival Moret Shanghai (EMS) (Chine) est détenue à 25,71 % par PCM depuis octobre 2002.

Ensival Moret Shanghai (EMS) (Chine)

Le chiffre d'affaires social d'EMS s'est élevé à 70 897 KSGD (7 898K€) en 2010 contre 85 867 KSGD (9 025 K€) en 2009 soit une baisse de 17,4 % principalement imputable à l'activité cyclique de cette société.

Le résultat net pour l'année 2010 est positif de 2 909 KSGD (323 K€) contre 3 364 KSGD (353 K€) en 2009. Cette diminution du résultat est directement liée aux cycles longs de l'activité et au mix produit.

Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

Le chiffre d'affaires de ce Secteur s'est élevé à 14,5 M€ en hausse de 27,3 % sur 2009.

Les investissements industriels se sont élevés à 0,1 M€ contre 0,3 M€ en 2009.

Gurtner

Les ventes nettes se sont élevées en 2010 à 14 510 K€ contre 11 398 K€ en 2009, en hausse de 27,3 %.

Pour l'activité Equipements Moteurs, le chiffre d'affaires brut s'établit à 8 270 K€ en progression de 52 % du fait de la bonne activité vers les Equipementiers automobiles (pompes doseuses).

Pour l'activité Equipements Gaz, le chiffre d'affaires s'est élevé à 6 580 K€ en hausse de 3,7 %.

Le résultat d'exploitation est positif de 1 023 K€ contre 193 K€ négatif en 2009.

Le résultat financier est négatif de 12 K€ identique à celui de 2009.

Le résultat courant est ainsi positif de 1 011 K€ contre 205 K€ déficitaire en 2009.

Le résultat exceptionnel est négatif de 455 K€ et intègre des dotations nettes aux provisions réglementées pour 159 K€, des coûts sociaux pour 121 K€, des Valeurs Nettes Comptables de 112 K€ sur des investissements préfinancés par un Client et 63 K€ de charges nettes diverses (dont 30 K€ de coûts nets sur litige qualité).

En termes d'impôts société, il a été constaté divers crédits d'impôts pour 93 K€.

Au final, le résultat net est positif de 598 K€ contre une perte de 414 K€ en 2009.

L'effectif global au 31 décembre 2010 s'établit à 108 personnes (dont 19 intérimaires) contre 98 personnes en décembre 2009.

La capacité d'autofinancement est positive à 1 718 K€ contre 177 K€ en 2009.

Activités du Groupe Gévelot

Comptes consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'élève à 189,6 M€.

Le résultat opérationnel courant s'établit positif à 16,2 M€ contre 1,0 M€ en 2009.

La contribution de Secteur Extrusion est de 2,9 M€ (- 4,0 M€ en 2009), celle du Secteur Pompes de 12,4 M€ (+ 5,0 M€ en 2009) et celle du Secteur Mécanique est de 0,2 M€ (- 1,2 M€ en 2009).

Le résultat opérationnel consolidé est bénéficiaire de 13,3 M€ après prise en compte des autres produits et charges opérationnels pour un montant net de - 2,9 M€ correspondant principalement aux coûts de restructuration du Secteur Pompes pour 1,5 M€ et à des provisions sur litiges de 0,8 M€ sur les autres Secteurs.

Après une charge d'impôt sur les bénéfices de 4,3 M€ et une contribution aux résultats des Sociétés mises en équivalence de 0,5 M€, le résultat net consolidé de l'exercice 2010 s'établit positif de 8,9 M€ contre 1,7 M€ négatif en 2009.

Investissements du Groupe

Les investissements incorporels se sont élevés à 1,1 M€ et les corporels à 6,3 M€ soit au global 7,4 M€ contre 9,2 M€ en 2009.

Emplois

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2010, hors mesures en cours et hors personnels temporaires, s'établissent à 1 203 personnes (dont 383 hors de France), contre 1 221 personnes au 31 décembre 2009.

A fin 2010, Gévelot S.A., pour sa part, employait 7 personnes.

Activités du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de recherche et de développement se sont élevées à 1,9 M€. En termes de dépenses de développement, 0,9 M€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Gévelot Extrusion

Sur l'exercice 2010, 0,4 M€ ont été activés au titre des frais de recherche et développement sur un total de 0,8 M€.

Le programme 2010 a porté principalement sur le développement de nouvelles familles de pièces pour de nouveaux marchés dont, notamment :

- l'étude de pignons de différentiels pour motorisation hybride intégrant de nouvelles exigences en termes de bruyance et de tolérance,
- l'étude d'un arbre primaire de boîte de vitesses manuelle, forgé à froid précis,
- l'étude de forgeage à froid de pignons de hélicoïdaux,
- l'étude d'optimisation du process de corps d'airbag,
- le plan d'expertise sur ébauches d'arbres de boîte de vitesse.

Dold

Sur l'exercice 2010, 0,4 M€ ont été activés au titre des frais de recherche et développement sur un total de frais engagés de 0,5 M€.

PCM

Pour l'année 2010, 0,1 M€ ont été activés au titre des frais de recherche et développement sur un total de frais de 0,3 M€.

Les dépenses retenues dans le calcul du Crédit d'Impôt Recherche sont les dépenses de recherche comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Ces coûts liés à la mise au point de nouveaux produits et à des études de recherche industrielle correspondent à des dépenses de Personnel, de fonctionnement et d'amortissement et s'élèvent à 1,0 M€ pour l'exercice 2010. Ces frais ont généré un Crédit d'Impôt Recherche de 323 K€.

En Oil & Gas, les ventes de solutions pour la haute température, utilisant la technologie PCM Vulcain™, ont augmenté durant l'année. Des travaux sont néanmoins toujours en cours pour en améliorer les performances, afin de pouvoir encore mieux répondre aux exigences de ces applications.

La recherche pour l'activité Oil & Gas a continué grâce à des campagnes d'essais intensives en interne et sur les champs pétroliers.

Pour ce qui est de l'Industry, les études pour finaliser la gamme de pompes industrielles EcoMoineau™ en fonte ont consisté en 2010 à une série d'essais de prototypes ; ces derniers devraient être mis au catalogue en 2011.

Concernant le marché Food, les études se sont poursuivies au cours de l'année pour améliorer la nettoyabilité et l'alimentarité des composants.

Gurtner

Pour l'exercice 2010 il n'y a pas eu d'activation au titre des frais de recherche et développement qui se sont élevés à 0,3 M€.

Les efforts de Gurtner en matière de recherche et développement ont principalement porté, dans le domaine des équipements moteurs, sur le "redesign" partiel et l'industrialisation du vapedétendeur GPLc modèle Midjet.

Structure financière consolidée

Le total de l'actif s'établit à 208,5 M€ contre 194,6 M€ à fin 2009, soit une hausse de 13,9 M€.

L'actif non courant baisse de 2,8 M€ et l'actif courant augmente de 16,7 M€.

Les dettes (hors provisions pour risques et charges) augmentent de 2,9 M€ du fait de la hausse des dettes d'exploitation pour 10,3 M€ et des dettes sur immobilisation pour 0,4 M€ partiellement compensée par une diminution des dettes financières pour 7,3 M€ et des passifs d'impôts différés pour 0,5 M€.

Les provisions pour risques et charges augmentent sur l'exercice de 2,3 M€.

La structure financière nette consolidée (trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts établissements de crédit et des dettes financières diverses), redevient largement positive et s'établit à 17,2 M€, en amélioration de 20,2 M€ sur 2009. Cela s'analyse par la hausse de la trésorerie nette pour 19,4 M€ et par la baisse de l'endettement financier pour 0,8 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 104,2 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les tiers à moins d'un an, d'un montant de 52,1 M€.

En synthèse, le ratio "Endettement/Capitaux Propres" s'établit à 14,8 % contre 21,2 % à fin 2009.

Le ratio "Endettement/chiffre d'affaires" s'élève à 10,1 % contre 15,9 % à fin 2009

Il est à noter que le Secteur Extrusion a réduit de moitié son endettement par rapport à fin 2007.

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2010 à 0,7 M€ (0,3 % du chiffre d'affaires) contre 0,9 M€ en 2009 (0,6 %).

Engagements de retraite

Voir Note N° 14 de l'Annexe des Comptes Consolidés.

Capitaux Propres Consolidés

Voir Etats financiers consolidés : Tableau de variation des Capitaux Propres et Intérêts Minoritaires.

Perspectives du Groupe pour 2011

Après une année 2010 marquée par une reprise d'activité pour tous nos Secteurs, l'exercice 2011 se présente comme une année de consolidation dans un contexte persistant d'incertitude politique et économique mondial, nous conduisant à privilégier l'innovation, le développement à l'International et la maîtrise des coûts de production.

Société-Mère

Le chiffre d'affaires de Gévelot S.A., est constitué de loyers et de prestations. Une partie de nos surfaces de bureaux de Levallois-Perret est désormais mise à disposition de notre filiale PCM, filiale qui devrait terminer son redéploiement administratif pour la fin d'année 2011.

En conséquence, le site de l'ancien siège social de cette filiale situé à Vanves et propriété de Gévelot SA se trouvera libre d'occupant en fin d'année 2011 ce qui entraînera la perte par Gévelot du loyer actuel de 394 K€, perte partiellement compensée par le nouveau loyer de Levallois-Perret de 136 K€ à année pleine.

Le Résultat net restera bénéficiaire.

Secteur Extrusion, Usinage

Le chiffre d'affaires consolidé de ce Secteur devrait maintenir son niveau global d'activité malgré une conjoncture incertaine durant le second semestre liée à la fin de l'effet des mesures d'aides gouvernementales et au contexte économique général.

Sur la base des prévisions actuelles, ce Secteur confirmera en 2011 le retour à l'équilibre opérationnel constaté en 2010.

Secteur Pompes, Technologie des Fluides

Le chiffre d'affaires consolidé devrait progresser par rapport à 2010 grâce au développement de l'international.

Après prise en compte des coûts liés à cet objectif, le niveau de résultat de 2010 devrait pouvoir être maintenu, hors éventuelle détérioration de la conjoncture internationale.

Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

Le maintien du chiffre d'affaires de 2010 est prévu en 2011.

La faiblesse d'activité sur les Carburateurs Rechange à l'Export constatée en ce début d'année sur des pays politiquement sensibles et l'absence de tout retour commercial sur les vapedétendeurs GPLc, pourraient contrarier cet objectif.

Les efforts d'adaptation devront être maintenus dans un contexte d'activité en repli certain pour le moyen terme.

Le résultat net devrait rester positif en 2011 grâce à l'effet des mesures d'économie prises depuis de nombreux mois et au bon niveau des fournitures à l'automobile sur les premiers mois de 2011.

Systèmes d'information et nouvelles technologies

Gévelot Extrusion

En 2010, les actions de Gévelot Extrusion dans le domaine des systèmes d'information et nouvelles technologies ont été les suivantes :

- rationalisation des serveurs de données et des applications ayant permis de diviser par deux le nombre des matériels,
- automatisation du reporting financier au format Groupe,
- automatisation des brochures fiscales pour la France et l'Allemagne.

PCM

Les actions de la Direction des Systèmes d'Information sont principalement alignées sur l'internationalisation des usages, la modernisation des systèmes et la sécurisation des données du Sous-Groupe PCM.

Les projets informatiques sont conduits par la Direction des Systèmes d'Information de PCM SA.

Dans le cadre du projet de fermeture du site de Vanves, la salle informatique, historique et principale, a été transférée vers un autre site de PCM. La continuité des services a été

maintenue durant ce transfert. Les systèmes centraux et les données ont été conservés au sein de PCM. La modernisation et la sécurisation des infrastructures informatiques ont été prises en compte dans ce projet.

Tous les systèmes installés ou transférés ont été testés et validés avant leur mise en production.

Le projet ERP Group PCM a permis, en 2010, la mise en production du progiciel dans les Sociétés PCM localisées en Chine. La phase suivante, débutée en fin d'année, verra en 2011 la mise en production de ce même progiciel dans la Société PCM USA Inc..

Gurtner

Les actions 2010 dans le domaine des systèmes d'information et des nouvelles technologies ont été les suivantes :

- révision de l'analytique comptable et mise en place d'outils afin d'accélérer l'analyse des résultats de gestion,
- validation de l'EDI avec le Client GrDF pour l'ensemble des messages et mise en place progressive avec d'autres Clients grossistes.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration, composé de huit Membres, s'est réuni quatre fois en 2010.

Le Comité d'Audit, composé de trois Membres, s'est réuni deux fois en 2010 et a régulièrement rendu compte de ses travaux au Conseil d'Administration.,

Délégation en cours de validité

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010 avait adopté la 6^{ème} Résolution à caractère ordinaire autorisant le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions légales et réglementaires à faire acheter par la Société ses propres actions à seule hauteur de 5 % sur un plafond de 10 % autorisé.

Cette autorisation a été donnée pour permettre l'annulation éventuelle des actions acquises et pour une période de douze mois à compter du jour de cette Assemblée. Elle annulait et remplaçait l'autorisation résultant de la 9^{ème} Résolution adoptée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009.

A fin décembre 2010, 15 322 actions ont été acquises au cours moyen de 30,90 € pour un coût global de 473 516,02 € et un montant de frais de négociation de 1 420,56 €.

Au 31 décembre 2010, ces actions inscrites au nom de la société représentent 1,6 % du capital de Gévelot.

Les rachats se sont poursuivis durant le premier trimestre 2011 (détails ci-après), de sorte que les actions propres détenues à ce jour par Gévelot SA représentent 5% du capital social.

L'autorisation d'annulation des titres rachetés dans ce cadre sera demandée au prochain Conseil d'Administration tenu en avril 2011.

Administrateurs

Il sera proposé à cette même Assemblée, le renouvellement des Mandats d'Administrateur de Madame Roselyne MARTIGNONI, de Messieurs Mario MARTIGNONI et Pascal HUBERTY ainsi que la nomination de Monsieur Jacques FAY, en qualité de nouvel Administrateur.

Commissaires aux Comptes

Il sera également proposé à la prochaine Assemblée Générale, le renouvellement des missions des Cabinets PricewaterhouseCoopers et CREA, Commissaires aux Comptes Titulaires, du Cabinet FIDEAC et de Monsieur BAILLIN, Commissaires aux Comptes Suppléants.

Mandataires sociaux : Rémunérations et Fonctions

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des rémunérations et des avantages de toute nature versés en 2010, par la Société Gévelot SA, les Sociétés qu'elle contrôle ou celles qui la contrôlent à chacun des Mandataires sociaux de la Société Gévelot S.A., ainsi que des fonctions exercées au cours de l'exercice :

Monsieur Paolo MARTIGNONI, Président-Directeur Général, a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
- Rémunération brute fixe versée par la Société	160 004 €	160 004 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	20 900 €	20 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :
Administrateur de Gévelot
Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :
Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Sopofam.

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué, a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
- Rémunération brute versée par la Société	192 420 €	183 820 €
- Avantages en nature émanant de la Société, évalués à	16 609 €	8 076 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 300 €	8 300 €
- Rémunération variable	15 000 €	15 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de PCM
Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe : Néant.

Mademoiselle Claudine BIENAIMÉ, Administrateur, a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	22 300 €	22 300 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :
Administrateur de Gévelot Extrusion
Administrateur de PCM
Administrateur de Gurtner
Président du Comité d'Audit de Gévelot

Fonctions hors Groupe :
Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA
Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA
Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA
Représentant permanent de Publicis Conseil SA dans Re:Sources 133 SAS

et par ailleurs :

Président-Directeur Général de :

- Société Immobilière du Boisdormant SA (France)

Directeur Général Délégué de :

- Rosclodan SA (France)

- Sopofam SA (France)

Gérant de :

- SCI Presbourg Etoile (France)

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	18 600 €	18 600 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Administrateur de Sopofam

Administrateur de Rosclodan

Administrateur de la S.A. Société Immobilière du Boisdormant

Monsieur Philippe DESTOURS, Administrateur,

a perçu, les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
Jetons de présence versés par la Société et les Sociétés contrôlées	19 900 €	19 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM

Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gévelot Extrusion

Membre du Comité d'Audit

Fonctions hors Groupe : Néant.

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	12 600 €	12 600 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Fonctions Hors Groupe :

Président du Conseil d'Administration de Rosclodan

Membre du Directoire de Meeschaert Family Office

Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)

Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)

Administrateur de Meeschaert Family Office (Suisse)

Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

Monsieur Roberto BARABINO, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	14 000 €	14 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de Hofima spa

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de Omba Impianti & Engineering spa

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de ASG Superconductors spa

Consigliere di amministrazione e membro del comitato per il controllo sulla gestione de Sima & Tectubi spa

Consigliere di amministrazione de Paramed srl

Consigliere di amministrazione de Betazero srl

Consigliere di amministrazione de Malacalza Investimenti srl

Presidente del consiglio di amministrazione de Egida srl

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 000 €	8 000 €

et n'exerce au sein du Groupe Gévelot aucune autre fonction

Fonctions hors Groupe :

Business Development Manager VERIPLAST Flexible

Responsable Développement Commercial au sein de

l'Organisation ALTERPACK

Gérant de Sociétés

Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	<i>en 2010</i>	<i>Rappel 2009</i>
- Rémunération brute versée par la Société	32 611 €	32 834 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	20 900 €	20 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

Administrateur de Gévelot Extrusion

Directeur Général Délégué et Administrateur de PCM

Administrateur de Gurtner

Amministratore e Presidente del consiglio di amministrazione de PCM GROUP Italia Srl

Director de Kudu Inc.

Fonctions hors Groupe :

Directeur Général Délégué et Administrateur de Sopofam.

Informations diverses

Cette information porte sur les sommes versées tant par notre Société que par les Sociétés contrôlées par elle au sens de l'Article L 233-16 du Code de Commerce.

Il n'y a pas eu en 2010, de dépenses engagées au titre des retraites des Dirigeants Sociaux.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., publiera en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions initialement prévues par les Articles R. 225-104 et R. 225-105 du Code de commerce.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

Le marché du Secteur Extrusion

Sur le marché de l'automobile du Secteur Extrusion, les risques "marchés" sont de deux natures :

- tout d'abord, un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits "Low Cost" avec deux conséquences : une perte de volumes lorsque des voitures ou sous ensembles sont effectivement fabriqués à l'étranger et une forte pression sur les prix de vente (et donc les marges) pour rester compétitif et éviter ces délocalisations et pertes de marché.

Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold).

- ensuite, la baisse inéluctable des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire en Europe. Cependant, nos fournitures sont parfois réexportées par nos clients vers leurs usines de montage dans des pays émergents (en Chine notamment)

Le marché du Secteur Pompes.

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible à la hausse du prix du baril, permettant la mise en équipement de pompes plus onéreuses. Cependant, le contexte géopolitique au Proche et Moyen-Orient risque d'atténuer ou de différer les développements commerciaux attendus.

De par sa détention à hauteur de 45 % dans sa participation KUDU dont l'activité est uniquement pétrolière (installation de puits), PCM est d'autant plus sensible aux fluctuations de ce marché. En effet, Kudu assure environ 15 % des ventes de PCM dans le secteur Pétrolier.

Les performances des autres pompes (secteur Alimentaire et secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'étranger.

Le marché du Secteur Mécanique

Ce Secteur subit, comme depuis déjà quelques années, le retrait de son marché des carburateurs "Première Monte" du fait de la délocalisation des productions de "Deux Roues" vers la Chine. Son activité "Rechange" se trouve aussi confrontée à une concurrence sur les prix de la part de pays "Low Cost" et est impacté par les contextes politiques locaux.

La pompe à additif, nouveau marché de Gurtner dans le secteur automobile, connaît par contre une forte progression de volume, dans un contexte de prix faiblement rémunérateur. Cette progression est néanmoins à relativiser par rapport à la pertinence ou non de cette technologie de dépollution à moyen terme.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier. Cette exposition reste néanmoins faible du fait de la multitude des zones géographiques abordées.

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de ses sites de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge

opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

De même, le Groupe n'a pas procédé à la mise en place de Couverture de Change pour ses actifs détenus en devises étrangères.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'acier dans le Secteur Extrusion. Pour faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrés avec ses fournisseurs ou ses clients.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients.

Pour le Secteur Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentaient traditionnellement d'excellentes garanties financières.

Par ailleurs, le Secteur Extrusion est relativement protégé par ses produits, difficilement interchangeable, souvent objets de procédures d'homologation longues et complexes, qui le positionnent en Fournisseur incontournable sur de courtes périodes.

Depuis peu, le Secteur Extrusion s'est désengagé de marchés à l'international (USA notamment) et s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une plus faible exposition aux risques d'impayés.

Enfin, lorsque cela est possible, le Secteur recourt à l'Assurance Crédit.

L'activité du Secteur Pompes présente relativement plus de risque. Toutefois, hormis quelques grands clients Export du secteur Pétrolier, qui font d'ailleurs l'objet de suivis particuliers (limitation des livraisons en fonction des encours), les autres clients de PCM ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de procédures de recouvrement par des sociétés spécialisées. Enfin, l'un des clients principaux de PCM sur le secteur Pétrolier est Kudu Inc., société canadienne dans laquelle PCM détient 45% du Capital. L'émergence d'un risque sur ce client ne pourrait échapper à PCM.

2. Risques liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités industrielles et commerciales qui le nécessitent.

La Société Gévelot Extrusion a réduit son endettement de moitié à fin 2010 par rapport à 2007. De nouveaux concours financiers ont été obtenus durant le premier trimestre 2010, concours proches du montant des remboursements de l'exercice sur les financements antérieurs.

Les autres Sociétés du Groupe présentent un niveau d'endettement très faible voire nul, PCM ayant par ailleurs obtenu, fin 2009, de nouveaux concours financiers lui

permettant de financer à l'avenir son développement à l'International ; ces concours sont à fin 2010, non mobilisés.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif) le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie centralisé du Groupe analyse le portefeuille et propose les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

Par sécurité, les financements obtenus durant le premier trimestre 2010 pour le Secteur Extrusion ont été obtenus pour moitié à taux fixe.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisés à l'étranger

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets, principalement situés au Canada, aux USA et en Chine, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

Dettes Fournisseurs

(Article 24-11 de la Loi de Modernisation de l'Economie (LME) du 4 août 2008 et Décret 2008-1492 du 30 décembre 2008)

Les Dettes Fournisseurs et comptes rattachés (exploitation et immobilisations) de Gévelot SA d'un montant de 241 K€ à fin 2010 (202 K€ à fin 2009) se décomposent de la manière suivante :

Années	Echu	< 31 jours	31 à 60 jours	> 60 jours	Total
2010	19 K€	92 K€	22 K€	108 K€	241 K€
2009	33 K€	46 K€	66 K€	57 K€	202 K€

Affectation des résultats

Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice	1 798 442,08 €
. Report à nouveau antérieur	<u>2 917 625,38 €</u>
. Total à répartir	4 716 067,46 €
. Réserve Légale	89 922,10 €
<small>(5 % du Résultat 2010)</small>	
. Dividende	<u>1 641 898,80 €</u>
	- 1 731 820,90 €
. Report à nouveau	
après affectation	<u>2 984 246,56 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 1,80 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires d'un Crédit d'Impôt plafonné sera mis en distribution à partir du 1^{er} juillet 2011. Il sera servi sur la base de 912 166 actions composant le nouveau capital depuis le 14 avril 2011.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales en vigueur, qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Net	Crédit d'Impôt	Nombre Actions	
			servies	globales
2007	2,20	p m	9 57 543	9 57 543
2008	2,00	p m	9 57 543	9 57 543
2009	1,80	p m	9 57 543	9 57 543

Bourse

Pendant l'année 2010, le cours de l'action, cotée sur Eurolist Compartiment C de NYSE Euronext Paris, a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2009	27,50
Cours le plus bas	23,00
Cours le plus haut	44,00
Cours à fin 2010	40,00
Nombre de titres échangés en 2010	103 661
2009	133 379

Au 31 mars 2011 le cours de l'action était de 60,30 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 47 505 titres.

Actionnariat

Au 31 décembre 2010, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- La SOCIETE DE PORTEFEUILLE FAMILIAL (SOPOFAM), plus du tiers,
- Société ROSCLODAN, plus du vingtième.

Par ailleurs, le Fonds Commun de Placement STOCK PICKING FRANCE et la Société de gestion de portefeuille indépendante LA FINANCIERE DE L'ÉCHIQUIER détiennent chacune plus du vingtième du capital social.

La société Gévelot SA détient à ce jour 47 877 actions propres (5% du capital) comme précisé, ci-après. Enfin, aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

Cotation -Transfert vers Alternext

L'Assemblée Générale, par sa Septième Résolution a approuvé, le 24 juin 2010, le principe de cette opération. Le Conseil d'Administration du 14 avril 2010 a entériné la mise en œuvre ce transfert dont l'aboutissement pourrait intervenir fin juin 2011.

Un premier communiqué était paru le 30 avril 2010 annonçant ce projet.

Un deuxième communiqué devrait donc paraître avant fin Avril 2011, prévoyant les formalités de radiation sur Euronext, puis d'admission sur Alternext, pour la fin du premier semestre 2011 au plus tard.

Dans les délais légaux de trois mois après admission, un Listing Sponsor sera alors désigné.

Ce même Conseil d'administration du 14 avril 2011 a décidé de conserver le référentiel comptable IFRS pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe une fois le transfert sur Alternext effectif.

Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Pour Gévelot, les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2010 ne concernent que cette seule entité et se sont élevées à 26 302 € contre 30 977 € en 2009.

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Holding

Après rachats effectués durant le 1^{er} trimestre 2011, le cumul des actions rachetées s'élèvera à 47 877 actions d'un prix moyen de 46,40 €.

Au 15 mars 2011, la totalité du programme d'achat a donc été réalisée, représentant 5 % du capital, pour une valeur totale de 2 221 647,79 € et un montant de frais de négociation de 6 664,98 €. Ces actions seront inscrites au nominatif pur.

Lors de sa séance du 14 avril 2011, le conseil d'administration, faisant usage de l'autorisation précédemment donnée par l'assemblée, a décidé l'annulation de 45 377 actions représentant 4,7 % du capital de Gévelot SA.

En conséquence de cette décision, le capital social sera réduit du montant nominal des actions annulées, soit 1 588 195 euros, et l'excédent du prix d'acquisition des titres annulés sur le nominal viendra réduire les Autres réserves pour un montant de 482 721,59 euros.

Secteur Extrusion

Le premier trimestre 2011, du fait des dernières incidences en production des véhicules commandés dans le cadre des mesures d'aides gouvernementales de fin 2010, connaît une bonne activité. Sur l'ensemble de l'année 2011, l'activité devrait cependant rester du même ordre qu'en 2010.

Secteur Pompes

Dans un contexte politique international incertain, particulièrement au Proche et Moyen-Orient, la prudence s'impose sur le niveau de nos développements commerciaux, notamment dans le domaine Oil & Gas où la fourniture de pompes innovantes devait s'amplifier. Le redéploiement des Services Tertiaires en France de PCM devrait s'achever en fin d'exercice 2011.

Les embauches se poursuivent notamment à l'International afin d'accompagner la croissance.

Secteur Mécanique

La bonne fourniture d'équipements moteurs (pompes doseuses) destinés à l'industrie automobile sur les premiers mois de l'année permet de compenser la forte diminution des ventes de carburateurs rechange destinés à l'Afrique du Nord et de l'Ouest en prise avec des troubles politiques.

Les efforts d'ajustement industriels et commerciaux devront être maintenus, afin, après le retour à la rentabilité en 2010, de préparer le moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Attestation des Dirigeants sur le Rapport Financier 2010

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Philippe Barbelane
Directeur Général Délégué

Paolo Martignoni
Président-Directeur Général

Comptes Consolidés au 31 décembre 2010

Bilan consolidé au 31 décembre 2010

Référentiel I.F.R.S. ACTIF <i>(en milliers d'euros)</i>		Montant net au 31.12.2010	Montant net au 31.12.2009
Ecarts d'acquisition	Note 4	923	894
Immobilisations incorporelles	Note 4	4 738	5 186
Immobilisations corporelles	Note 4	87 702	91 714
Actifs financiers non courants	Note 7	1 392	1 375
Participations dans des entreprises associées	Note 5	9 530	7 876
TOTAL ACTIF NON COURANT (I)		104 285	107 045
Stocks et en-cours	Note 8	29 020	26 444
Créances clients et comptes rattachés	Note 9	34 159	30 480
Autres débiteurs	Note 10	4 488	5 842
Créance d'impôt exigible	Note 16	-	1 110
Actifs financiers courants	Note 7	97	114
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 11	36 496	23 574
TOTAL ACTIF COURANT (II)		104 260	87 564
TOTAL GENERAL (I + II)		208 545	194 609

Référentiel I.F.R.S. PASSIF <i>(en milliers d'euros)</i>		Montant net au 31.12.2010	Montant net au 31.12.2009
Capitaux propres attribuables à la société consolidante		129 039	120 351
Intérêts minoritaires		37	33
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)		129 076	120 384
Provisions non courantes	Note 13	4 677	3 427
Passifs financiers non courants	Note 15	9 808	8 893
Passif d'impôt différé	Note 16	9 922	10 452
TOTAL PASSIF NON COURANT (II)		24 407	22 772
Dettes fournisseurs d'exploitation		19 956	13 577
Dettes fournisseurs d'immobilisations		1 531	1 109
Provisions courantes	Note 13	2 999	1 907
Autres créditeurs	Note 12	17 368	17 110
Passif d'impôt exigible	Note 16	3 760	68
Passifs financiers courants	Note 15	9 448	17 682
TOTAL PASSIF COURANT (III)		55 062	51 453
TOTAL DETTES (II+III)		79 469	74 225
TOTAL GENERAL (I + II + III)		208 545	194 609

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat consolidé 2010

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Exercice 2010	Exercice 2009
Chiffre d'affaires	189 628	160 620
Autres produits de l'activité courante	2 075	1 685
Produits de l'activité courante	191 703	162 305
Charges opérationnelles courantes	(175 519)	(161 259)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	16 184	1 046
Autres produits opérationnels	104	281
Autres charges opérationnelles	(2 991)	(3 333)
RESULTAT OPERATIONNEL	13 297	(2 006)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	140	209
Coût de l'endettement financier brut	(659)	(919)
Coût de l'endettement financier net	(519)	(710)
Autres produits financiers	628	651
Autres charges financières	(654)	(747)
RESULTAT FINANCIER	(545)	(806)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES	12 752	(2 812)
(Charge) / produit d'impôt	(4 332)	920
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	8 420	(1 892)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	491	164
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	8 911	(1 728)
PART REVENANT AUX INTERETS MINORITAIRES	4	1
RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE	8 907	(1 729)
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (= RESULTAT DILUE PAR ACTION)	9,37 €	(1,81 €)

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 950 348 pour l'exercice 2010 et de 957 543 pour l'exercice 2009 (cf. Note n° 3 - Capital social).

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat global 2010

Référentiel I.F.R.S.			Exercice	Exercice
(en milliers d'euros)			2010	2009
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE			8 911	(1 728)
Autres éléments de résultat :	Montant brut	Impôt produit / (charge)		
Ecart de conversion	1 957	-	1 957	723
Variations de juste valeur sur les instruments financiers	6	(3)	3	(186)
Réévaluation des terrains et constructions	(31)	44	13	-
Autres éléments de résultat nets d'impôt			1 973	537
RESULTAT GLOBAL			10 884	(1 191)

Les écarts de conversion concernent essentiellement les sociétés mises en équivalence.

Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf Note 3)	Titres auto-détenus	Ecart de réévaluation	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
SITUATION AU 31.12.2008	33 514	-	865	(2 632)	91 714	123 461	32	123 493
Distributions (2,00 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 918)	(1 918)	-	(1 918)
Résultat global 2009	-	-	-	723	(1 915)	(1 192)	1	(1 191)
SITUATION AU 31.12.2009	33 514	-	865	(1 909)	87 881	120 351	33	120 384
Opérations sur titres auto-détenus	-	(474)	-	-	-	(474)	-	(474)
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 718)	(1 718)	-	(1 718)
Résultat global 2010	-	-	(31)	1 957	8 954	10 880	4	10 884
SITUATION AU 31.12.2010	33 514	(474)	834	48	95 117	129 039	37	129 076

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableaux de flux de trésorerie consolidés 2010

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)

	2010	2009
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	8 420	(1 892)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	13 867	10 000
- Actualisation des actifs et passifs financiers	(193)	3
- Variation des impôts différés	(492)	(1 026)
- Moins-values de cession, nettes d'impôt	333	344
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	21 935	7 429
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	-	-
- Variation des stocks	(2 454)	14 029
- Variation des créances clients	(3 633)	8 025
- Variation des autres créances opérationnelles	2 498	3 113
- Variation des dettes fournisseurs	6 378	(11 173)
- Variation des autres dettes opérationnelles	3 927	(1 343)
Variation du besoin en fonds de roulement	6 716	12 651
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	28 651	20 080
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(7 352)	(9 164)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(165)	(119)
Total	(7 517)	(9 283)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	259	357
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	171	147
Total	430	504
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	422	(1 777)
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(6 665)	(10 556)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 718)	(1 918)
- Autres variations	(468)	(283)
Total	(2 186)	(2 201)
- Mise en place des emprunts et dettes financières	5 240	1 507
- Remboursements des emprunts et dettes financières	(5 808)	(5 063)
Variation des emprunts et dettes financières	(568)	(3 556)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	212
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(2 754)	(5 545)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	19 232	3 979
Trésorerie à l'ouverture	13 367	9 369
Trésorerie à la clôture	32 831	13 367
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	(232)	(19)
	19 232	3 979

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Annexe
des Comptes Consolidés
au 31 décembre 2010**

Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2010

Les notes n° 1 à 28 ci-après font partie intégrante des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

En date du 14 avril 2011, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2010. Ces états financiers peuvent être modifiés tant que l'Assemblée Générale Ordinaire ne les a pas approuvés.

Note n° 1 : Informations relatives au périmètre de consolidation

1.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2010

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2010	au 31.12.2009	au 31.12.2010
HOLDING					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	562088542 56208854200369			
EXTRUSION A FROID & USINAGE					
Gévelot Extrusion S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	399198951 39919895100010	99,99	99,99	99,99
Dold Kaltfließpressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 78147 Vöhrenbach (Allemagne)		100,00	100,00	100,00
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
PCM S.A.	17, rue Ernest Laval 92170 Vanves (France)	572180198 57218019800010	99,99	99,99	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.			99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	} société détenue } à 100 % par } PCM Flow Technology			
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northants NN17 5YF (Royaume-Uni)		99,99	99,99	99,94
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A01, Shanghaimart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Pingwang Ecological park Pingwang - Wujiang 215221 Jiangsu (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM Muscat LLC	Al Qurm, GBM Building, PO Box 167 PC103, Muscat (Sultanate of Oman)		99,99	-	99,94
PCM Group Italia Srl	6, via Bergamo 20135 Milano (Italie)		99,99	99,99	99,94
MECANIQUE / EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ					
Gurtner S.A.	40, rue de la Libération 25300 Pontarlier (France)	542103635 54210363500026	100,00	100,00	99,95

Ont été consolidées par mise en équivalence :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2010	au 31.12.2009	au 31.12.2010
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
Kudu Industries Inc.	9112 - 40 th street S.E. Calgary Alberta T2C 2P3 (Canada)		45,00	45,00	44,98
Moineau Texas Corporation	1112 S. Main Street Seminole Texas 79360 (Etats-Unis)	}			
Kudu Australia Pty Ltd.	349 Coronation Drive Milton, QLD, 4064 (Australie)	}			
Kudu Kazakhstan LLP	Kulan business center, Office 303 188 Dostyk street Almaty, 050051 (Kazakhstan)	}			
Kudu Europe SRL	Hall 8 Negoiesti-Brazi 7 Str. Piatra Craiului Prahova County (Roumanie)	} sociétés détenues } à 100 % par } Kudu Industries Inc.			
Kudu International Inc	Suite B, Port St Charles Heywoods, St Peter Barbados BB 26013 (La Barbade)	}			
Ensival Moret Asia Pte Ltd.	9, Tai Seng Drive #02-02 Hesche Building 535227 Singapore (Singapour)		25,71	25,71	25,69
Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	n° 1590, Li An Road Minhang District 201100 Shanghai (Chine)	} société détenue } à 100 % par Ensival } Moret Asia Pte Ltd.			

1.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- La société PCM Muscat LLC a été créée le 25 octobre 2010. Elle est détenue à 100% par la société PCM.

- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu en 2010.

- Les sociétés du Groupe ont toutes clôturé au 31 décembre 2010.

- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A., sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

1.3. Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2010 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture	Taux moyens
1 dollar des Etats-Unis	0,7484 €	0,7537 €
1 livre sterling	1,1617 €	1,1652 €
1 yuan renminbi chinois	0,1134 €	0,1114 €
1 rial omani	1,9444 €	1,9689 €
1 dollar canadien	0,7506 €	0,7318 €
1 dollar de Singapour	0,5836 €	0,5531 €

Note n° 2 : Règles et Méthodes Comptables

Faits significatifs de l'exercice

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS ⁽¹⁾ (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Hormis les changements mentionnés ci-après en note 2.D, les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Au 31 décembre 2010, les nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne et appliqués pour la première fois par le Groupe sont les suivants :

- IFRS 3 révisée : Regroupements d'entreprises
- IAS 27 révisée : Etats financiers consolidés et individuels
- Amendement IAS 39 : Expositions éligibles à la comptabilité de couverture
- Amendement IFRS 2 : Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie
- Amendement IFRS 5 : Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les normes et interprétations publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1er janvier 2010 n'ont pas eu d'incidence significative pour Gévelot.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation et qui seront applicables au groupe à compter du 1er janvier 2011

- Amendement IAS 32 – Classement des droits de souscription émis
- IAS 24 révisée – Transactions avec les parties liées
- IFRS 9 – Instruments financiers

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation et n'attend pas d'incidence significative de la mise en œuvre future de ces nouveaux textes.

Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1er janvier 2010.

La Loi de finances pour 2010 votée en décembre 2009, introduit une Contribution Economique Territoriale (CET) en remplacement de la Taxe Professionnelle (TP). La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des

Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat. En conséquence, la CET due à partir de 2010 sera classée en résultat opérationnel tout comme la taxe professionnelle l'était jusqu'en 2009.

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture au 1er janvier 2004, le Groupe s'est conformé aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption du référentiel IFRS » qui traite de la première adoption des normes internationales et des exceptions au principe d'application rétrospective de l'ensemble des normes IFRS.

A cette date, le Groupe Gévelot a retenu les options suivantes quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitements rétrospectifs,
- les écarts actuariels sur engagements de retraite ont été constatés en contrepartie des capitaux propres pour leur montant cumulé au 1er janvier 2004,
- le montant cumulé des écarts de conversion au 1er janvier 2004 est remis à zéro en contrepartie des réserves consolidées, le montant des capitaux propres d'ouverture restant inchangé. Il ne sera en conséquence pas tenu compte, dans les résultats de cession futurs d'entités consolidées ou associées, des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS,
- la juste valeur des actifs au 1er janvier 2004 a été retenue comme coût présumé. La réévaluation en découlant a été portée en capitaux propres.

Présentation des comptes consolidés :

Le Bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

¹ Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm)

2.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

2.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée ou sont consolidées par Intégration Proportionnelle dans le cas de sociétés sous contrôle conjoint.

2.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,
- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

2.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 1.

2.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

2.2.1 Regroupement d'Entreprises

Les Regroupements d'Entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le Goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du Regroupement d'Entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la Juste Valeur nette des Actifs identifiables, Passifs, et Passifs éventuels acquis.

Les Goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de Test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs immobilisés" dans la Note 2.2.4.

2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au Bilan à leur coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au Bilan à leur Juste Valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'Entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'Entreprise.

Les immobilisations incorporelles, font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe "Dépréciation des Actifs immobilisés" dans la Note 2.2.4.

2.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses Terrains et Constructions à vocation Administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif, avec amortissement des constructions sur la durée d'utilité et réévaluation périodique de la Valeur nette par rapport à une Valeur de Marché estimée par un évaluateur professionnel qualifié. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1^{er} janvier 2008.

Dans le Secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Location-financement

Les Biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces Biens. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu

les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un "emprunt" inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les Biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

2.2.4 Dépréciation des Actifs immobilisés

En application de la Norme IAS 36, le Groupe s'assure que la Valeur Nette Comptable de ses Actifs immobilisés n'excède pas leur Valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente.

En dehors des Goodwill qui font l'objet de Test de dépréciations annuels systématiques, la Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

La Valeur recouvrable d'un Actif est la Valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa Valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un Actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La Valeur d'utilité est la Valeur actualisée des Flux de Trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un Actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les Flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Les Tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les Actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société.
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante.
- Mécanique : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante

Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4)

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché "Actions", et de risques spécifiques liés à l'activité.

Une Perte de valeur est comptabilisée dès que la Valeur comptable de l'Actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa Valeur recouvrable.

2.2.5 Actifs financiers

Les Actifs financiers sont essentiellement constitués de prêts et de créances.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des Aides à la Construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les Actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste Valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les Créances Clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnels courants.

2.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 "Stocks", le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La Valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la Valeur nette de réalisation devient inférieure à la Valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un Client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

2.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de certificats de dépôt, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

2.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

2.2.9 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des Législations et Pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents Régimes de retraite au bénéfice de certains Salariés.

Les Régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des Régimes à Prestations Définies (Régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste Valeur des Actifs du Régime y afférent qui leur sont dédiés ajustés des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés. Les cotisations versées au titre des Régimes qui sont analysés comme des Régimes à Cotisations Définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses Salariés en matière de retraite. La provision figurant dans les Comptes Consolidés est évaluée conformément à IAS 19 et prend en compte les charges sociales y afférentes.

En application des Règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses Salariés dans le cadre de Contrats conclus avec des Sociétés d'assurance.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des Actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels
- taux d'augmentation des salaires
- taux d'actualisation
- taux de mortalité
- taux de rendement des Actifs

Le montant de la variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent 10% de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement et la Valeur de marché des Actifs de couverture est comptabilisé en résultat en application du principe du corridor. Ces gains ou pertes sont reconnus sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des Membres du Personnel bénéficiant de ces Régimes.

Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'Accord d'Entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les Salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente.

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique. Les Passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'Entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable.

Les Autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

2.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur Juste Valeur et toute variation de leur juste Valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de Juste Valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa Juste Valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de Juste Valeur est inscrite en résultat. La variation de la Juste Valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.
- en cas de couverture de Flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la Juste Valeur du dérivé est inscrite en Capitaux Propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des Flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenu de leur échéance à court terme.

2.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les Valeurs comptables des Actifs et des Passifs et leurs Valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Au 31 Décembre 2010, les Actifs d'impôt différés ont été maintenus dans les comptes, leur récupération ayant été jugée probable.

Les Actifs et Passifs d'impôts différés, quelque soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les Actifs et Passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

2.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

2.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 "Produits des activités ordinaires" les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS 18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont comptabilisés dans les « Subventions d'exploitation ».

2.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,

- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des Sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les "Autres Produits et Charges Opérationnels" qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

2.3.3 Charges financières

2.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement)

2.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

2.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Holding,
- Extrusion à froid & Usinage,
- Pompes / Technologies des Fluides,
- Mécanique / Equipement moteurs et Gaz.

B. FAITS SIGNIFICATIFS

Néant

C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

a) Dépréciation estimée des Goodwill

Le Groupe soumet les Goodwill à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée dans la Note 2.2.4. Les flux futurs de Trésorerie tels qu'issus des budgets servent au calcul de la valeur recouvrable des Unités Génératrices de trésorerie. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Les impacts de variation des taux d'actualisation et de variation des flux futurs sont malgré tout non significatifs au regard des Goodwill estimés.

b) Dépréciation des Actifs immobilisés de Production

La Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet Actif a pu perdre de sa valeur comme indiqué dans la Note 2.2.4. Les calculs permettant d'établir la valeur recouvrable ou la valeur d'utilité d'un Actif utilisent des prévisions basées sur des budgets établis sur 3 ans et des flux extrapolés par application de taux de croissance au-delà. Ces flux sont ensuite actualisés selon des taux spécifiques à chaque activité.

c) Les terrains et bâtiments à usage Administratif ou Commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

D. Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés

La production stockée et la production immobilisée ont été positionnées en 2010 dans les charges opérationnelles courantes. Le Compte de Résultat de l'exercice se terminant le 31 décembre 2009 a été modifié en conséquence pour permettre la comparabilité des exercices. De ce fait, 4 770 K€ ont été reclassés des Produits de l'activité courante en Charges opérationnelles courantes.

Il n'y a pas eu d'autre modification dans la présentation des comptes.

E. Evénements postérieurs à la clôture du Bilan

Les premiers mois de l'exercice 2011 constatent une bonne activité, activité qui pourrait s'atténuer dans le deuxième trimestre 2011, particulièrement pour les Secteurs Extrusion et Mécanique. La fin des effets positifs des mesures de soutien à nos activités liées à l'automobile et le contexte international incertain en terme politique, économique et environnemental pourraient ainsi conduire à une certaine stabilité d'activité pour les mois à venir. Les efforts d'adaptation industriels seront poursuivis afin d'améliorer la rentabilité.

Le Secteur Pompes, dans un contexte géopolitique non stabilisé sur ses principaux marchés, constatera une progression de ses coûts de fonctionnement, progression nécessaire à sa croissance à l'International.

Note n° 3 : Capital social

(en euros)	Ordinaires	Autodétenues	31.12.2009	Annulées	Modification nominal par incorporation réserves	31.12.2010
Actions ordinaires						
Nombre	957 543	-	957 543	-	-	957 543
Valeur nominale	35	-	35	-	-	35
Total	33 514 005	-	33 514 005	-	-	33 514 005

Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2010, le Capital Social autorisé s'élève à 33 514 milliers d'euros. Il est composé de 957 543 actions ordinaires de 35 euros chacune de nominal, émises et entièrement libérées.

Le nombre et la valeur nominale des actions n'ont pas varié au cours de l'exercice.

Le Groupe a racheté 15 322 de ses propres actions pour un montant global de 474 K€ au cours de l'exercice 2010. Le nombre moyen pondéré correspondant à ces actions s'élève à 7 195. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2010 s'élève ainsi à 950 348.

Au 31 décembre 2010, le Groupe détient 15 322 de ses propres actions.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Note n° 4 : Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2010				
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Immobilisations incorporelles
Valeur brute					
A l'ouverture de l'exercice	894	5 777	6 849	486	13 112
Acquisitions et augmentations	-	421	170	490	1 081
Sorties	-	(205)	(287)	-	(492)
Virement de poste à poste	-	276	67	(343)	-
Ecart de conversion	29	-	4	-	4
A la clôture de l'exercice	923	6 269	6 803	633	13 705
Amortissements et dépréciations					
A l'ouverture de l'exercice	-	(2 661)	(5 265)	-	(7 926)
Dotations	-	(1 011)	(307)	-	(1 318)
Dépréciations nettes	-	(22)	-	-	(22)
Sorties	-	96	204	-	300
Ecart de conversion	-	-	(1)	-	(1)
A la clôture de l'exercice	-	(3 598)	(5 369)	-	(8 967)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	894	3 116	1 584	486	5 186
Valeur nette à la clôture de l'exercice	923	2 671	1 434	633	4 738

	31.12.2009				
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Immobilisations incorporelles
Valeur brute					
A l'ouverture de l'exercice	834	5 039	6 547	970	12 556
Acquisitions et augmentations	-	263	145	395	803
Sorties	-	(8)	(164)	(70)	(242)
Virement de poste à poste	-	483	322	(809)	(4)
Ecart de conversion	60	-	(1)	-	(1)
A la clôture de l'exercice	894	5 777	6 849	486	13 112
Amortissements et dépréciations					
A l'ouverture de l'exercice	-	(1 719)	(4 095)	-	(5 814)
Dotations	-	(899)	(422)	-	(1 321)
Dépréciations nettes	-	(47)	(905)	-	(952)
Sorties	-	4	157	-	161
Ecart de conversion	-	-	-	-	-
A la clôture de l'exercice	-	(2 661)	(5 265)	-	(7 926)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	834	3 320	2 452	970	6 742
Valeur nette à la clôture de l'exercice	894	3 116	1 584	486	5 186

4.1. Ecarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

	31.12.2010						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	9 426	31 510	178 154	11 074	576	193	230 933
Acquisitions et augmentations	-	193	1 971	660	2 849	598	6 271
Réévaluation des terrains et constructions	(106)	-	-	-	-	-	(106)
Sorties	(390)	-	(1 079)	(619)	(47)	-	(2 135)
Virement de poste à poste	-	-	1 891	208	(1 391)	(708)	-
Ecart de conversion	38	100	212	26	-	-	376
A la clôture de l'exercice	8 968	31 803	181 149	11 349	1 987	83	235 339
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(693)	(4 556)	(125 981)	(7 989)	-	-	(139 219)
Dotations	(396)	(645)	(7 229)	(742)	-	-	(9 012)
Dépréciations nettes	-	(746)	(427)	-	-	-	(1 173)
Réévaluation des terrains et constructions	75	-	-	-	-	-	75
Sorties	390	-	770	575	-	-	1 735
Ecart de conversion	(2)	(4)	(22)	(15)	-	-	(43)
A la clôture de l'exercice	(626)	(5 951)	(132 889)	(8 171)	-	-	(147 637)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 733	26 954	52 173	3 085	576	193	91 714
Valeur nette à la clôture de l'exercice	8 342	25 852	48 260	3 178	1 987	83	87 702

Les immobilisations corporelles incluent des éléments relatifs à un site (Vanves) qui sera libéré par son occupant actuel (PCM) courant deuxième semestre 2011. En conséquence, les terrains et constructions relatifs à ce site, dont la valeur nette comptable au 31/12/2010 s'élève à 3 203 €, se trouveront libérés pour un autre usage.

	31.12.2009						
	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	9 348	26 882	172 984	10 999	5 225	312	225 750
Acquisitions et augmentations	-	1 093	4 320	542	2 209	197	8 361
Sorties	-	-	(2 332)	(742)	(44)	(35)	(3 153)
Virement de poste à poste	-	3 580	3 259	260	(6 814)	(281)	4
Ecart de conversion	78	(45)	(77)	15	-	-	(29)
A la clôture de l'exercice	9 426	31 510	178 154	11 074	576	193	230 933
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(552)	(2 664)	(121 042)	(7 725)	-	-	(131 983)
Dotations	(139)	(609)	(6 971)	(757)	-	-	(8 476)
Dépréciations nettes	-	(1 285)	-	-	-	-	(1 285)
Sorties	-	-	2 028	506	-	-	2 534
Ecart de conversion	(2)	2	4	(13)	-	-	(9)
A la clôture de l'exercice	(693)	(4 556)	(125 981)	(7 989)	-	-	(139 219)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	8 796	24 218	51 942	3 274	5 225	312	93 767
Valeur nette à la clôture de l'exercice	8 733	26 954	52 173	3 085	576	193	91 714

Le total des investissements incorporels et corporels s'est donc élevé à 7 352 €. Les acquisitions de l'exercice concernent principalement des investissements industriels de capacité et de production.

4.2. Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	31.12.2010			31.12.2009		
	Matériels et outillages industriels	Autres	Total	Matériels et outillages industriels	Autres	Total
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	12 922	602	13 524	12 468	523	12 991
Acquisitions et augmentations	707	172	879	506	284	790
Sorties	(710)	(208)	(918)	(52)	(205)	(257)
A la clôture de l'exercice	12 919	566	13 485	12 922	602	13 524
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	(3 104)	(268)	(3 372)	(2 292)	(303)	(2 595)
Dotations	(827)	(156)	(983)	(864)	(169)	(1 033)
Sorties	347	208	555	52	204	256
A la clôture de l'exercice	(3 584)	(216)	(3 800)	(3 104)	(268)	(3 372)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	9 818	334	10 152	10 176	220	10 396
Valeur nette à la clôture de l'exercice	9 335	350	9 685	9 818	334	10 152

4.3. Méthodologie de valorisation

Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 2.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2010, pour les UGT présentant un ou plusieurs indices de perte de valeur ainsi que pour l'UGT intégrant un écart d'acquisition (filiale britannique de l'activité Pompes), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 2% pour le Secteur Extrusion, 2% pour le Secteur Pompes et 2% pour le Secteur Mécanique.

Les taux d'actualisation appliqués sont de 8,5% pour Gévelot Extrusion, 8% pour Dold en Allemagne, 11% pour le Secteur Pompes et de 11% pour le Secteur Mécanique (respectivement 8%, 7,5%, 11% et 11% pour les tests réalisés fin 2009) et correspondent au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Les tests réalisés ont conduit à constater en 2010 une dépréciation de 0,5 M€ de l'écart d'acquisition de la participation EMA détenue par PCM consécutive à une forte dégradation des perspectives de EMS par rapport aux chiffres fournis fin 2009.

Une dépréciation de 1,2 M€ a également été constatée sur les actifs immobilisés de la filiale Gurtner (activité Mécanique) du fait des perspectives de décroissance de ses activités. Cette perte de valeur a été affectée aux Terrains et Bâtiments pour 0,7 M€ et aux actifs industriels pour 0,5 M€.

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après:

Variation	Ecart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
		+0,5%	-0,5%	-10%
Secteur Extrusion				
Gévelot Extrusion	+7,0 M€	-4,4 M€	-3,7 M€	-5,9 M€
Dold	+7,6 M€	-2,4 M€	-2,1 M€	-3,1 M€
Total Secteur Extrusion	+14,6 M€	-6,8 M€	-5,8 M€	-9,0 M€
Secteur Pompes				
PCM Group UK	+0,1 M€	-0,1 M€	-0,1 M€	-0,2 M€

En l'absence d'indice de perte de valeur sur le Secteur Pompes, aucun test de valeur n'a été réalisé sur ce secteur excepté pour EMA et PCM Group UK. La sensibilité des calculs de la valeur d'utilité des Titres EMA aux variations des différentes hypothèses (taux d'actualisation, taux de croissance et flux de Trésorerie) est inférieure à 0,1 M€.

La sensibilité des calculs de la valeur d'utilité n'est pas applicable pour la filiale Gurtner, les actifs étant évalués à la valeur vénale.

Une baisse du flux normatif terminal (hypothèse clé) de 13,5% sur Gévelot Extrusion et de 28% sur Dold conduirait à une absence de marge entre les valeurs d'utilité et les valeurs des actifs testés.

Réévaluation des terrains et constructions

Les terrains et constructions administratifs ont été réévalués à leur Juste Valeur au 31 décembre 2010 d'après les estimations d'expert indépendants (approche par la valeur vénale d'une part et par le revenu locatif d'autre part).

Ces nouvelles évaluations ont entraîné sur l'exercice une réduction des écarts d'évaluation de 31 K €, constatée en capitaux propres.

Note n° 5 : Participations dans des entreprises associées

Les participations mises en équivalence concernent :

(en milliers d'euros)		31.12.2009	Résultats de l'exercice	Dépréciation de l'écart d'acquisition	Ecarts de conversion	31.12.2010
Kudu Industries Inc.	KEUR	6 828	867	-	1 032	8 727
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	KEUR	1 048	98	(474)	131	803
Total		7 876	965	(474)	1 163	9 530

Les principales données financières relatives aux Sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en milliers de devises)		Total Bilan		Chiffres d'affaires		Capitaux propres		Résultat de l'exercice	
		31.12.2010	31.12.2009	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2010	31.12.2009	31.12.2010	31.12.2009
Kudu Industries Inc.	KCAD	49 852	37 958	92 667	75 587	25 838	23 204	2 634	256
	<i>En K€</i>	37 419	25 090	67 814	47 680	19 394	15 338	1 928	161
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	KSGD	14 463	15 143	14 273	18 252	5 349	5 205	685	715
	<i>En K€</i>	8 441	7 499	7 894	9 022	3 122	2 578	379	353

Des contrats de distribution lient la Société PCM à sa filiale Kudu Industries Inc. concernant la fourniture de pompes.

Le chiffre d'affaires de Kudu Industries Inc. est constitué pour plus du quart de produits en provenance de PCM.

Ensival Moret Shanghai (E.M.S.), filiale de Ensival Moret Asia (E.M.A.), est liée à PCM par un accord commercial régissant :

- la production de pièces par E.M.S. pour PCM,
- l'importation par E.M.S. de produits PCM pour revente et/ou intégration pour des clients PCM.

Note n° 6 : Titres de participation non consolidés

Sociétés porteuses		Participations		Valeur des Titres détenus	Dépréciation
Gévelot S.A.	Techniques de Fixation (en cours de liquidation)	% Participation	22,72%	0	0
		Capitaux propres	NC		
		Résultat 2010	NC		

Note n° 7 : Actifs financiers

	2010	2009
Non courants		
Autres titres immobilisés	3	3
Prêts	491	476
Autres	898	896
Total actifs financiers non courants	1 392	1 375
Courants		
Prêts	97	114
Total actifs financiers courants	97	114
Total des actifs financiers	1 489	1 489

Note n° 8 : Stocks et en-cours

	2010	2009
. Matières premières et autres approvisionnements	14 836	13 115
. En-cours de production	6 160	5 964
. Produits intermédiaires et finis	9 598	8 761
. Marchandises	2 017	2 006
Montant brut	32 611	29 846
. Matières premières et autres approvisionnements	(2 039)	(1 985)
. En-cours de production	(498)	(419)
. Produits intermédiaires et finis	(1 009)	(947)
. Marchandises	(45)	(51)
Dépréciations	(3 591)	(3 402)
Total	29 020	26 444

Note n° 9 : Créances clients et comptes rattachés

	2010	2009
Montant brut	35 402	31 778
Dépréciations	(1 243)	(1 298)
Total	34 159	30 480

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport du Président aux Actionnaires et le Rapport de Gestion.

Du fait de la domination par un faible nombre d'acteurs des marchés sur lesquels le groupe opère (dans le secteur de l'Automobile principalement), le Groupe réalise une part significative de son chiffre d'affaires consolidé avec des clients importants représentant individuellement plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé.

La part du chiffre d'affaires sectoriel réalisé avec ces clients importants représente 51,2% pour le secteur Extrusion en 2010.

Note n° 10 : Autres débiteurs

	2010	2009
Avances et acomptes versés sur commandes	502	376
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 531	3 808
Personnel	75	153
Fournisseurs débiteurs	168	228
Débiteurs divers	1 122	205
Charges constatées d'avance	1 090	1 072
Total	4 488	5 842

Note n° 11 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2010	2009
Liquidités	21 968	11 237
Certificats de dépôt et Dépôts à terme	1 000	-
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	13 528	12 337
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	36 496	23 574

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.
Les taux des certificats de dépôts et dépôts à terme sont compris entre 1,10% et 1,20%.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2010	2009
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	36 496	23 574
Découverts bancaires	Note 15 (3 665)	(10 207)
Trésorerie nette à la clôture	32 831	13 367

Les découverts bancaires correspondent pour l'essentiel à la mobilisation de créances commerciales à court terme.

Note n° 12 : Autres créditeurs

	2010	2009
Avances et acomptes reçus sur commandes	411	501
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	13 425	13 800
Créditeurs divers	1 996	1 853
Produits constatés d'avance	1 536	956
Total	17 368	17 110

Note n° 13 : Provisions

	01.01.2010	Dotations	Autres variations	Reprises		31.12.2010		
				provision utilisée	provision non utilisée	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
Provisions pour risques								
. Provisions pour litiges sociaux	307	269	-	(6)	(105)	465	52	413
. Autres provisions pour risques	5	403	-	-	-	408	-	408
Total	312	672	-	(6)	(105)	873	52	821
Provisions pour charges								
. Autres provisions pour charges	1 323	621	-	(627)	-	1 317 (a)	1 138	179
. Provisions pour restructuration	730	1 624	-	(545)	-	1 809	1 809	-
. Provisions pour retraites	2 721	388	576 (b)	(44)	(225)	3 416	-	3 416
. Provisions pour médailles du Travail	248	37	-	(24)	-	261	-	261
Total	5 022	2 670	576	(1 240)	(225)	6 803	2 947	3 856
Total provisions	5 334	3 342	576	(1 246)	(330)	7 676	2 999	4 677

(a) Les autres provisions pour charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	349
- provisions pour charges de nature sociale	279
- provisions pour charges de nature commerciale	689
	<u>1 317</u>

(b) Ce montant correspond au remboursement exceptionnel obtenu par Gévelot Extrusion sur ses actifs de couverture (cf Note n° 14) en conséquence des réductions d'effectifs opérées dans le cadre du plan détaillé et formalisé en 2009.

Les provisions pour retraites sont détaillées en Note n° 14 "Avantages au Personnel". Les charges sont comptabilisées :

- en résultat opérationnel courant pour le coût des services rendus, les prestations payées et les amortissements des services passés non acquis et des écarts actuariels;
- en résultat opérationnel pour les réductions/liquidations du régime;
- en "Autres produits et charges financiers" pour l'actualisation des droits acquis et le rendement attendu des actifs.

Les charges de restructuration correspondent à des plans d'adaptation mis en place dans le Secteur Extrusion (Allemagne) et, pour le Secteur Pompes, à un redéploiement des activités du site de Vanves vers les autres sites de PCM dans le cadre d'un plan détaillé et formalisé.

Note n° 14 : Avantages au Personnel

Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2010	2009
Provision au bilan				
Valeur actualisée des obligations couvertes	4 485	1 975	6 460	5 446
Juste valeur des actifs du régime	(3 190)	-	(3 190)	(3 803)
Sous-total	1 295	1 975	3 270	1 643
Services passés non acquis non comptabilisés (changement de régime)	(591)	-	(591)	-
Gains/(Pertes) actuariels non comptabilisés	737	-	737	1 078
Provision comptabilisée au bilan	1 441	1 975	3 416	2 721
Valeur actualisée des obligations couvertes				
A l'ouverture de l'exercice	3 574	1 872	5 446	5 658
Coût des services rendus	181	62	243	313
Coût financier	173	85	258	221
Prestations payées	(175)	(44)	(219)	(288)
Réduction / liquidation du régime (*)	(170)	-	(170)	(442)
Changement de régime	616	-	616	-
Ecart actuariel de la période	286	-	286	(16)
Valeur actualisée des obligations couvertes	4 485	1 975	6 460	5 446
Juste valeur des actifs du régime				
A l'ouverture de l'exercice	3 803	728	4 531	4 689
Rendement effectif	138	24	162	109
Cotisations	-	39	39	21
Remboursement exceptionnel	(576)	-	(576)	-
Prestations payées	(175)	(44)	(219)	(288)
Juste valeur des actifs du régime	3 190	747	3 937	4 531
Variation des provisions				
A l'ouverture de l'exercice	849	1 872	2 721	3 007
Charges / (produits) de l'exercice	16	103	119	(286)
Remboursement exceptionnel	576	-	576	-
Variation des provisions	1 441	1 975	3 416	2 721
Charge totale comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	181	62	243	313
Coût financier	173	85	258	221
Prestations payées	-	(44)	(44)	(32)
Rendement effectif	(138)	-	(138)	(150)
Réduction / liquidation du régime (*)	(170)	-	(170)	(580)
Services passés non acquis comptabilisés	25	-	25	-
Ecart actuariel comptabilisé (corridor)	(55)	-	(55)	(58)
Charge / (produit) comptabilisé(e) en résultat	16	103	119	(286)

Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	4,50%	4,50%
- Taux d'augmentation des salaires	2,50%	0%
- Age de départ à la retraite	62 ans (non cadres), 64 ans (cadres)	65 ans
- Taux de rendement attendu des actifs	4,00%	4,50%

Evolution de l'écart actuariel non comptabilisé

	Ecart actuariel 2010	Ecart actuariel 2009
Analyse des variations de l'écart actuariel non comptabilisé		
Stock des écarts actuariels en début de période	1 078K€	1 258K€
Réduction / liquidation du régime	-	-138K€
Amortissement de l'année	-55K€	-58K€
Ecart de l'année	-286K€	16K€
Stock des écarts actuariels en fin de période	737K€	1 078K€

(*) : La réduction/liquidation du régime est la conséquence des restructurations.

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 13).

En application d'IAS 19.104A, les actifs de Dold ont été comptabilisés en actifs distincts.

Note n° 15 : Passifs financiers

15.1. Passifs financiers

	2010	2009
Non courants		
Emprunts bancaires	9 628	8 694
Emprunts et dettes financières divers	180	199
Total passifs financiers non courants	9 808	8 893
Courants		
Emprunts bancaires	5 772	7 366
Emprunts et dettes financières divers	1	21
Instruments dérivés	10	88
Découverts bancaires	3 665	10 207
Total passifs financiers courants	9 448	17 682
Total des passifs financiers	19 256	26 575

Les découverts bancaires correspondent à la mobilisation de créances commerciales à court terme pour 3,5 M€ et au recours à des lignes de crédit à court terme pour 0,2 M€.

Le Groupe a reçu des aides à l'innovation de la part de OSEO Innovation. Au 31 décembre 2009, les montants figuraient en "emprunts et dettes financières divers" pour 868 K€, dont 40 K€ à moins d'un an. A compter de 2010, ces aides figurent en "emprunts bancaires". Afin de permettre la comparaison des exercices, les montants en 2009 ont été reclassés en emprunts bancaires

A fin 2010, ces aides à l'innovation comprennent une partie remboursable pour 0,4 M€ et une partie conditionnée pour 0,6 M€.

Ces aides font l'objet d'une actualisation (cf. Note n° 22).

15.2. Variations des passifs financiers

	01.01.2010	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	16 148	(5 978)	5 240	15 410
Emprunts et dettes financières divers	220	(39)	-	181
Passifs financiers (hors découverts)	16 368	(6 017)	5 240	15 591
Découverts bancaires	10 207	(10 207)	3 665	3 665
Total	26 575	(16 224)	8 905	19 256

15.3. Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	15 410	16 148	5 782	7 454	9 205	8 313	423	381
Emprunts et dettes financières divers	181	220	1	21	180	199	-	-
Découverts bancaires	3 665	10 207	3 665	10 207	-	-	-	-
Total	19 256	26 575	9 448	17 682	9 385	8 512	423	381

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont couverts par des sûretés réelles à hauteur de 1,9 M€.

15.4. Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Dettes et Crédits Bailleurs	6 830	8 042	2 041	2 039	4 683	5 722	106	281
Total	6 830	8 042	2 041	2 039	4 683	5 722	106	281

15.5. Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Livres sterling	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	15 410	16 148	15 410	16 148	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	181	220	181	220	-	-	-	-
Découverts bancaires	3 665	10 207	3 655	10 191	10	16	-	-
Total	19 256	26 575	19 246	26 559	10	16	-	-

15.6. Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2010	2009
Taux variables couverts	950	2 050
Taux variables non couverts (*)	2 225	400
Taux fixes	5 575	5 855
Intérêts	11	21
Découverts	3 665	10 207
Location-financement	6 830	8 042
Total	19 256	26 575

(*) les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2011 et 2015.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sont Euribor 3M + 0,40 pour les emprunts à taux variables couverts et Euribor 3M + 2,30 pour les emprunts à taux variables non couverts.

Pour les emprunts à taux fixes, les taux d'intérêt se situent entre 4% et 5,5%.

Note n° 16 : Impôts

16.1. Impôts exigibles

	01.01.2010	Paielements	Acomptes	Crédit d'impôt recherche	Charge exercice	31.12.2010
Actif	(1 110)	1 109	1	-	-	-
Passif	68	(64)	(207)	(861)	4 824	3 760
Total					4 824	

16.2. Impôts différés

	01.01.2010	Mouvements Résultat	Capitaux Propres	Divers (dont écart de conversion)	31.12.2010
Impôts différés actifs	(2 615)	(264)	3	(37)	(2 913)
Impôts différés passifs	13 067	(228)	(44)	40	12 835
Total	10 452	(492)	(41)	3	9 922

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des déficits fiscaux reportables, des provisions pour retraites et engagements assimilés et des décalages temporaires fiscaux.

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés, des retraitements des contrats de location-financement et des provisions réglementées.

16.3. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2010	2009
Impôts exigibles	4 824	106
Impôts différés *	(492)	(1 026)
Total	4 332	(920)

* La charge / Le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits sur dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(281)	(234)
- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(411)	(769)
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	269	445
- Autres produits et charges divers	(167)	182
- Déficit reportables	583	(707)
- Autres différences temporaires	(485)	57
Total charge / (produit) d'impôt différé	(492)	(1 026)

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2010
Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées	12 752
Charge / produit d'impôt théorique en France	(3 540)
Charge / produit d'impôt théorique en Allemagne	(547)
Charge / produit d'impôt théorique en Angleterre	(67)
Charge / produit d'impôt théorique en Italie	7
Charge / produit d'impôt théorique en Amérique	(252)
Charge / produit d'impôt théorique en Chine	105
Total charge / produit d'impôt théorique	(4 294)
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	(38)
Charge / produit d'impôt effectif(ve) sur les activités courantes	(4 332)
Résultat net des entreprises intégrées	8 420

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents

Taux d'impôt sur les Sociétés (Exercice 2010 et ultérieurs)

France	34,43%	Chine	25,00%
Allemagne	28,25%	Italie	31,40%
Amérique	34,00%	Oman	12,00%
Angleterre	28,00%		

Note n° 17 : Produits de l'activité courante

	France	Etranger	2010	2009
Ventes de marchandises	2 292	7 249	9 541	7 532
Production vendue :				
. de biens	78 868	98 986	177 854	151 313
. de services	972	1 261	2 233	1 775
Chiffre d'affaires	82 132	107 496	189 628	160 620
Subventions d'exploitation			888	967
Autres produits			1 187	718
Autres produits de l'activité courante			2 075	1 685
Total des produits de l'activité courante			191 703	162 305

Les "subventions d'exploitation" correspondent principalement aux crédits d'impôt recherche.

Au 31 décembre 2009, les crédits d'impôt recherche figuraient en "autres produits". Afin de permettre la comparabilité des exercices, 905 K€ ont donc été reclassés des "autres produits" en "subventions d'exploitation".

Note n° 18 : Charges opérationnelles courantes

	2010	2009
Production stockée	28	5 251
Production immobilisée	(917)	(481)
Achats de marchandises	4 908	2 878
Variations de stocks marchandises	104	1 316
Achats de matières premières et autres approvisionnements	59 185	42 364
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements	(2 327)	7 417
Autres achats et charges externes	36 189	26 350
Charges de personnel	60 683	58 100
Impôts, taxes et versements assimilés	3 900	4 146
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements	Note 4 10 330	9 797
. Sur actif non courant - dotations / reprises sur provisions liées aux pertes de valeur	Note 4 1 195	2 237
. Sur actif courant - dotations aux provisions	1 253	1 193
. Pour risques et charges - dotations aux provisions	439	291
Autres charges	549	400
Total des charges opérationnelles courantes	175 519	161 259

Note n° 19 : Résultat financier

	2010	2009
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	84	154
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	56	55
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	140	209
Charges d'intérêts sur opérations de financement	659	919
Coût de l'endettement financier brut	659	919
Coût de l'endettement financier net	(519)	(710)
Produits sur instruments financiers	31	17
Produits financiers d'actualisation	221	13
Variation positive de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	4	42
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres produits financiers	216	412
Autres produits financiers	156	167
Total des autres produits financiers	628	651
Pertes sur instruments financiers	-	6
Charges financières d'actualisation	201	226
Variation négative de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	110	4
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres charges financières	324	468
Autres charges financières	19	43
Total des autres charges financières	654	747
Résultat des autres produits et charges financiers	(26)	(96)
Résultat financier	(545)	(806)

Note n° 20 : Informations sectorielles

20.1. Ventilation des immobilisations par secteurs d'activité

	Au 31.12.2010					Au 31.12.2009				
	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	-	923	-	923	-	-	894	-	894
Sous-total incorporelles	40	6 250	6 087	1 328	13 705	40	5 539	6 231	1 302	13 112
Terrains et constructions	19 832	8 075	7 968	4 896	40 771	20 013	7 904	8 125	4 894	40 936
Matériels industriels et divers	148	159 279	25 712	7 359	192 498	163	157 115	24 255	7 695	189 228
Immob.corporelles en cours	72	1 110	800	5	1 987	-	382	194	-	576
Avances et acomptes	-	83	-	-	83	-	193	-	-	193
Sous-total corporelles	20 052	168 547	34 480	12 260	235 339	20 176	165 594	32 574	12 589	230 933
Valeurs brutes	20 092	174 797	41 490	13 588	249 967	20 216	171 133	39 699	13 891	244 939
Amortissements / Dépréciations cumulés	1 527	125 960	17 852	11 265	156 604	1 304	119 225	16 514	10 102	147 145
Valeurs nettes	18 565	48 837	23 638	2 323	93 363	18 912	51 908	23 185	3 789	97 794
Dotations de l'exercice	639	7 390	1 979	1 517	11 525	385	6 955	3 094	1 600	12 034
Total bilan par secteurs d'activité	76 716	87 047	81 081	9 526		73 246	87 135	68 767	10 001	

Les terrains et constructions sont répartis dans le tableau ci-dessus en respectant la notion de propriété juridique des biens.

D'un point de vue opérationnel, des terrains et constructions de Gévelot S.A. sont mis à la disposition du secteur Extrusion pour 12,4 M€ et du secteur Pompes pour 3,8 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2010 à :

Holding :	118 K€
Extrusion à froid & Usinage :	4 625 K€
Pompes / Technologie des Fluides:	2 545 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	64 K€
	<u>7 352 K€</u>

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2009 à :

Holding :	- K€
Extrusion à froid & Usinage :	4 993 K€
Pompes / Technologie des Fluides:	3 912 K€
Mécanique / Equipements moteurs et Gaz :	259 K€
	<u>9 164 K€</u>

20.2. Variation des passifs financiers par secteurs d'activité

	01.01.2010	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)				
Holding	-	(10)	33	23
Extrusion à froid & Usinage	15 717	(5 829)	5 207	15 095
Pompes / Technologie des Fluides	63	(53)	-	10
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	368	(86)	-	282
Sous-total	16 148	(5 978)	5 240	15 410
Emprunts et dettes financières divers	220	(39)	-	181
Découverts bancaires				
Holding	1	(1)	-	-
Extrusion à froid & Usinage	7 331	(7 331)	3 646	3 646
Pompes / Technologie des Fluides	2 045	(2 045)	19	19
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	830	(830)	-	-
Sous-total	10 207	(10 207)	3 665	3 665
Total	26 575	(16 224)	8 905	19 256

20.3. Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité

	31.12.2010			31.12.2009		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	73	3 342	3 415	138	3 529	3 667
Extrusion à froid & Usinage	98 284	430	98 714	81 974	460	82 434
Pompes / Technologie des fluides	76 761	6 376	83 137	67 109	3 984	71 093
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	14 510	-	14 510	11 399	-	11 399
Eliminations et réconciliations	-	(10 148)	(10 148)	-	(7 973)	(7 973)
Total	189 628	-	189 628	160 620	-	160 620

20.4. Résultats par secteurs d'activité

Résultat opérationnel courant

	2010			2009		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 730)	3 385	655	(2 328)	3 551	1 223
Extrusion à froid & Usinage	5 443	(2 520)	2 923	(1 241)	(2 743)	(3 984)
Pompes / Technologie des fluides	13 226	(797)	12 429	5 759	(743)	5 016
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	245	(68)	177	(1 144)	(65)	(1 209)
Total	16 184	-	16 184	1 046	-	1 046

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total	Total
					2010	2009
Résultat opérationnel courant	655	2 923	12 429	177	16 184	1 046
Autres produits opérationnels	19	34	47	4	104	281
Litiges sociaux	(216)	(3)	-	(88)	(307)	(173)
Litiges commerciaux	-	(500)	-	-	(500)	-
Charges de restructuration	-	(240)	(1 459)	-	(1 699)	(2 623)
Autres charges opérationnelles	(23)	(132)	(302)	(28)	(485)	(537)
Résultat opérationnel	435	2 082	10 715	65	13 297	(2 006)

Les charges de restructuration correspondent à des plans d'adaptation mis en place dans le Secteur Extrusion (Allemagne) et, pour le Secteur Pompes, à un redéploiement des activités du site de Vanves vers les autres sites de PCM dans le cadre d'un plan détaillé et formalisé.

Résultat opérationnel

	2010			2009		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 950)	3 385	435	(2 327)	3 551	1 224
Extrusion à froid & Usinage	4 602	(2 520)	2 082	(2 929)	(2 743)	(5 672)
Pompes / Technologie des fluides	11 512	(797)	10 715	4 601	(743)	3 858
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	133	(68)	65	(1 351)	(65)	(1 416)
Total	13 297	-	13 297	(2 006)	-	(2 006)

Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées

	2010			2009		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 882)	3 385	503	(2 162)	3 665	1 503
Extrusion à froid & Usinage	4 076	(2 520)	1 556	(3 819)	(2 857)	(6 676)
Pompes / Technologie des fluides	11 412	(797)	10 615	4 564	(743)	3 821
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	146	(68)	78	(1 395)	(65)	(1 460)
Total	12 752	-	12 752	(2 812)	-	(2 812)

Résultat net de l'ensemble consolidé

	2010			2009		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Holding	(2 137)	2 220	83	927	2 403	3 330
Extrusion à froid & Usinage	2 830	(1 652)	1 178	(4 785)	(1 873)	(6 658)
Pompes / Technologie des fluides	7 843	(523)	7 320	3 190	(487)	2 703
<i>dont Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</i>	<i>491</i>		<i>491</i>	<i>164</i>		<i>164</i>
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	375	(45)	330	(1 060)	(43)	(1 103)
Total	8 911	-	8 911	(1 728)	-	(1 728)

20.5. Ventilation des immobilisations par zones géographiques

	Au 31.12.2010				Au 31.12.2009			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
Ecart d'acquisition (1)	-	-	923	923	-	-	894	894
Sous-total incorporelles	11 312	2 345	48	13 705	11 042	2 038	32	13 112
Terrains et constructions	30 407	8 075	2 289	40 771	30 586	7 904	2 446	40 936
Matériels industriels et divers	143 651	45 322	3 525	192 498	141 339	44 936	2 953	189 228
Immob.corporelles en cours	1 938	49	-	1 987	510	66	-	576
Avances et acomptes	83	-	-	83	52	141	-	193
Sous-total corporelles	176 079	53 446	5 814	235 339	172 487	53 047	5 399	230 933
Valeurs brutes	187 391	55 791	6 785	249 967	183 529	55 085	6 325	244 939
Amortissements / Dépréciations cumulés	120 672	34 934	998	156 604	113 649	32 773	723	147 145
Valeurs nettes	66 719	20 857	5 787	93 363	69 880	22 312	5 602	97 794
Dotations de l'exercice	8 336	2 821	368	11 525	9 407	2 367	260	12 034

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

20.6. Chiffres d'affaires consolidés par zones géographiques

	31.12.2010		31.12.2009	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
France	82 132	43,3%	70 694	44,0%
. Pays de l'Union Européenne	57 506		51 277	
. Autres pays d'Europe	2 325		2 015	
. Amérique	21 034		13 141	
. Autres zones géographiques	26 631		23 493	
Etranger	107 496	56,7%	89 926	56,0%
Total	189 628	100,0%	160 620	100,0%

Note n° 21 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 1 925 K€. Sur ces dépenses, 876 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Note n° 22 : Instruments financiers

	Valeur Brute	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux actualisation	Ecart d'actual. n-1	(Perte) / reprise exercice	Ecart d'actual. 31/12/10	Dep.	Valeur au bilan
Actifs financiers										
-Aides à la construction à plus d'un an	627		292	335	5,0%	(140)	4	(136)	-	491
-Aides à la construction à moins d'un an	134	134							(37)	97
-Créances	68			68	5,0%	-	(20)	(20)	-	48
-Instruments dérivés	-	-								-
Passifs financiers										
-Aides à l'innovation à plus d'un an	1 137		893	244	5,0%	-	(209)	(209)		928
-Aides à l'innovation à moins d'un an	41	41								41
-Instruments dérivés	10	10								10

Les **Aides à la construction** représentent des prêts aux salariés avec des durées de remboursement de 20 ans. Ces prêts à taux nuls sont actualisés pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

Les **Instruments dérivés** s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de change. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

Les **Aides à l'innovation** représentent des aides reçues de Oséo Innovation et sont d'échéances échelonnées entre 2011 et 2016. Ces aides à taux nuls sont actualisées pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

Gestion des risques financiers

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies.

Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Le rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

Note n° 23 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements futurs	Valeur actualisée	Valeur brute des sous-jacents	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
Location simple - Exploitation	524	500		Euro	2,5 ans	311	213	-		n/a
Location simple - Hors Exploitation	1 049	995		Euro	1,5 an	579	470	-		n/a
Location-financement	7 384	6 892	13 485	Euro	3,5 ans	2 309	4 783	292	3,70%	5,00%

Les contrats de location simples sont des contrats de location de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engin de manutention.

Le Hors exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production de Gévelot Extrusion (presses, matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 1,0 Million d'Euros sur l'exercice 2010 au titre des contrats de location simple.

Note n° 24 : Rémunération des dirigeants

	2010	2009
Avantages à court terme (hors charges sociales)	568	551
Charges sociales	162	156
Total	730	707

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit.

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note n° 25 : Effectif moyen

	2010	2009
Dirigeants et Cadres	202	214
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	973	1 037
Total	1 175	1 251
Personnel intérimaire	112	16

Note n° 26 : Engagements hors bilan

Engagements donnés

	2010	2009
Avals, cautions et garanties	2 063	1 396
Total	2 063	1 396

Engagements reçus

	2010	2009
Avals, cautions et garanties	3 458	123
Total	3 458	123

Droit Individuel à la Formation :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Le nombre d'heures accumulées non consommées à fin 2010 s'élève à 83 251 heures contre 74 675 heures à fin 2009. 740 heures ont été consommées au cours de l'exercice 2010.

Aucune provision n'a été constatée, les actions de formation étant entièrement prises en charge par notre Organisme Paritaire Collecteur Agréé.

Note n° 27 : Entreprises liées

(en milliers d'euros)	2010		2009	
	Montant des transactions	Montant des soldes	Montant des transactions	Montant des soldes
Immobilisations	-	-	-	-
Créances	-	1 577	-	1 546
Dettes	-	117	-	52
Charges	1 828	-	2 038	-
Produits	13 401	-	8 653	-

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessus concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

Note n° 28 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS				C.R.E.A.			
	2010		2009		2010		2009	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	96 000	100%	94 500	100%	116 000	100%	115 000	100%
<i>Emetteur</i>	67 000	70%	66 000	70%	67 000	58%	66 000	57%
<i>Filiales intégrées globalement</i>	29 000	30%	28 500	30%	49 000	42%	49 000	43%
Prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	96 000	100%	94 500	100%	116 000	100%	115 000	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	96 000	100%	94 500	100%	116 000	100%	115 000	100%

Les honoraires correspondent aux montants mentionnés dans les lettres de mission.

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

CREA
41, avenue de Friedland
75008 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux actionnaires
Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Gévelot SA tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2A de l'annexe qui indique les nouveaux textes comptables d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2010;
- la note 2D qui détaille une modification apportée au compte de résultat comparatif de l'exercice 2009 antérieurement publié.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 2.2.4 de l'annexe, la valeur recouvrable des actifs immobilisés amortissables regroupés par unité génératrice de trésorerie est comparée à la valeur nette comptable lorsqu'apparaissent des indices de perte de valeur. En 2010, les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire des actifs affectés aux activités « Mécanique » (note 4.3 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche retenue avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre Riou

CREA
Christophe Bonte

Comptes Sociaux au 31 décembre 2010

Bilan au 31 décembre 2010

ACTIF (en milliers d'euros)	Montant brut au 31.12.2010	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2010	Montant net au 31.12.2009
ACTIF IMMOBILISE (I)				
Immobilisations incorporelles (A)				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	40	27	13	15
Total A	40	27	13	15
Immobilisations corporelles (B)				
Terrains	3 058	142	2 916	2 908
Constructions	15 416	9 313	6 103	6 320
Autres	115	65	50	83
Immobilisation corporelles en cours	72	-	72	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Total B	18 661	9 520	9 141	9 311
Immobilisations financières (C) (1)				
Participations	44 021	-	44 021	44 021
Créances rattachées à des participations	-	-	-	185
Prêts	52	-	52	52
Autres (3)	484	-	484	10
Total C	44 557	-	44 557	44 268
Total (I) Actif immobilisé (A + B + C)	63 258	9 547	53 711	53 594
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	114	-	114	116
Autres	2 399	-	2 399	1 643
Valeurs mobilières de placement	6 927	-	6 927	5 414
Disponibilités	6 054	-	6 054	4 506
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance (2)	59	-	59	23
Total (II) Actif circulant	15 553	-	15 553	11 702
Ecart de conversion actif (III)	-	-	-	-
Total général (I + II + III)	78 811	9 547	69 264	65 296

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

(3) Dont actions propres

491

106

474

185

77

-

PASSIF (en milliers d'euros)	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2010	Montant net au 31.12.2009	Montant net au 31.12.2010 (a)	Montant net au 31.12.2009 (b)
CAPITAUX PROPRES (I)				
Capital	33 514	33 514	33 514	33 514
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	3 090	2 966	3 180	3 090
. Autres	13 000	12 753	13 000	13 000
Report à nouveau	2 918	2 528	2 984	2 910
Résultat de l'exercice	1 798	2 477	-	-
Sous-total : situation nette	54 320	54 238	52 678	52 514
Subvention d'investissement	7	9	7	9
Provisions réglementées	2 040	1 751	2 040	1 751
Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)	56 367	55 998	54 725	54 274
PROVISIONS (II)				
Provisions pour risques	150	-	150	-
Provisions pour charges	7 411	7 307	7 411	7 307
Total Provisions (II)	7 561	7 307	7 561	7 307
DETTES (III) (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	-	1	-	1
Emprunts et dettes financières divers	622	713	622	713
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159	167	159	167
Dettes fiscales et sociales	3 896	405	3 896	405
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	82	35	82	35
Autres dettes	577	670	2 219	2 394
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total Dettes (III)	5 336	1 991	6 978	3 715
Ecart de conversion passif (IV)	-	-	-	-
Total général (I + II + III + IV)	69 264	65 296	69 264	65 296

(1) dont à plus d'un an 605 712 605 712
 dont à moins d'un an 4 731 1 279 6 373 3 003

(2) dont concours bancaires courants et soldes
 créditeurs de banques - 1 - 1

a) Après répartition soumise à l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 2011.

b) Après répartition décidée à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010.

Résultat 2010

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2010	2009
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Prestations de services	3 415	3 667
Montant net du chiffre d'affaires	3 415	3 667
Autres produits	119	143
Total des produits d'exploitation (I) (1)	3 534	3 810
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	691	762
Impôts, taxes et versements assimilés	449	438
Salaires et traitements	690	674
Charges sociales	298	286
Dotations aux amortissements sur immobilisations	233	241
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-
Autres charges	68	68
Total des charges d'exploitation (II) (2)	2 429	2 469
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 105	1 341
PRODUITS FINANCIERS		
De participations (3)	1 417	1 602
Autres intérêts et produits assimilés (3)	88	280
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Total des produits financiers (III)	1 505	1 882
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées (4)	-	-
Différences négatives de change	-	-
Total des charges financières (IV)	-	-
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 505	1 882
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (III - IV)	2 610	3 223
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	36	75
Produits exceptionnels sur opérations en capital	19	1
Reprises sur provisions et transferts de charges	19	12
Total des produits exceptionnels (V)	74	88
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	152	45
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	23	-
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	563	2 359
Total des charges exceptionnelles (VI)	738	2 404
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(664)	(2 316)
Impôts sur les bénéfices (VII)	148	(1 570)
Total des produits (I + III + V)	5 113	5 780
Total des charges (II + IV + VI + VII)	3 315	3 303
5 - BENEFICE	1 798	2 477

(1) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs

(5) (21)

(2) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs

(22) (30)

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

1 417 1 716

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

- -

Tableaux de flux de trésorerie 2010

FLUX DE TRESORERIE (en milliers d'euros)	2010	2009
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net	1 798	2 477
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	234	241
- Provisions	543	2 347
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	2	(1)
Marge brute d'autofinancement	2 577	5 064
- Variation des stocks et en-cours	-	-
- Variation des clients	2	60
- Variation des fournisseurs	(8)	72
- Autres variations	2 606	466
Variation du besoin en fonds de roulement	2 600	598
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	5 177	5 662
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(85)	-
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(474)	(4 861)
Sous-Total	(559)	(4 861)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	19	-
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	185	9
Sous-Total	204	9
Investissements nets de la période	(355)	(4 852)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	47	(1)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(308)	(4 853)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations/(réduction) de capital	-	-
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(1 716)	(1 915)
- Autres distributions	-	-
Total	(1 716)	(1 915)
- Variations des emprunts et dettes financières	(91)	2
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 807)	(1 913)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	3 062	(1 104)
Trésorerie à l'ouverture	9 919	11 023
Trésorerie à la clôture	12 981	9 919
	3 062	(1 104)

**Annexe
des Comptes Sociaux
au 31 décembre 2010**

Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2010

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2010, dont le total est de 69 264 315,37 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 5 113 572,91 euros et qui dégage un bénéfice de 1 798 442,08 euros.

Les notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14 avril 2011 par le Conseil d'Administration.

Note N° 1 : Principes Comptables et Règles d'établissement des Comptes Sociaux

Les comptes annuels de la Société Gévelot S.A. ont été établis conformément aux prescriptions du plan comptable général 1999, homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, et de l'ensemble des Règlements du C.R.C. postérieurs à cette date.

a) Principales méthodes utilisées

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 01 janvier 2005, l'actif a fait l'objet d'un changement de méthode lié à la première application obligatoire des dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot S.A., par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le prévoyaient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans,
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans,
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions
 - o Structure : linéaire 40 et 50 ans,
 - o Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans,
 - o Ravalement : linéaire 10 ans,
 - o Etanchéité : linéaire 20 ans.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation. Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée.

Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

Autres immobilisations financières

Les actions propres détenues par Gévelot S.A. au 31 décembre 2010, soit 15 322 actions représentant 1,60% du capital, ont été acquises dans le cadre de l'autorisation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010. Elles seront annulées conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009.

Les actions propres s'analysent ainsi à la clôture des deux derniers exercices :

	2010	2009
Nombre d'actions (pourcentage de capital)	15 322 (1,60%)	-
Coût moyen unitaire pondéré	30,90 €	-
Cours moyen de bourse (décembre)	40,07 €	13,09€
Valeur brute comptable	0,5 M€	-
Valeur nette comptable	0,5 M€	-

Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2010, constituées de SICAV et FCP monétaires et de comptes à terme, s'élève à 6,9 M€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi. Elles sont rapportées au résultat et constituent un produit exceptionnel.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

b) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1995, la Société Gévelot S.A a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration, chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot S.A. "tête de Groupe" et des filiales françaises suivantes : Gévelot Extrusion, PCM et Gurtner.

La charge nette d'impôt de 148 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot S.A.	- 246 K€
- le produit d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale	98 K€

Par ailleurs, un complément de provision intra-groupe de 104 K€ a été constaté au 31 décembre 2010 pour restitution probable d'économie d'impôt aux filiales dans le cadre de ce régime.

c) Retraites

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

d) Droit individuel à la Formation (DIF)

Dans le cadre de l'Avis n° 2004 – F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du C.N.C, relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, la Société Gévelot n'a pas constaté de dettes au 31 décembre 2010.

Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre est de 392 heures. Ce nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande, aucune provision n'a été constituée à la fin de l'exercice 2010.

e) Informations complémentaires

Concernant les frais de remise en état du site industriel de Meudon, une provision a été constituée pour couvrir les obligations auxquelles est soumise Gévelot S.A. en application de la Loi n° 2003-699 du 31 juillet 2003.

Début 2007, la Préfecture des Hauts de Seine a informé Gévelot S.A. qu'aucune réhabilitation complémentaire ne lui serait imposée en sa qualité de dernier exploitant du site.

Dans ces conditions, la provision de 262 K€ figurant au passif de la société au 31 décembre 2005 demeure inchangée.

Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Amortissements et dépréciations				
	Valeur brute au début de l'exercice 2010	Augmentations	Transferts	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice 2010	Cumulés au début de l'exercice 2010	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice 2010
Immobilisations incorporelles									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	40	-	-	-	40	25	2	-	27
Total	40	-	-	-	40	25	2	-	27
Immobilisations corporelles									
Terrains	3 047	11	-	-	3 058	139	3	-	142
Constructions	15 516	1	-	(101)	15 416	9 196	218	(101)	9 313
Autres immobilisations corporelles	163	1	-	(49)	115	80	11	(26)	65
Immobilisations corporelles en cours	-	72	-	-	72	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	18 726	85	-	(150)	18 661	9 415	232	(127)	9 520
Immobilisations financières									
Participations	44 021	-	-	-	44 021	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	185	-	-	(185)	-	-	-	-	-
Prêts	52	-	-	-	52	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	10	474 (*)	-	-	484	-	-	-	-
Total	44 268	474	-	(185)	44 557	-	-	-	-

(*) Gévelot S.A. a racheté 15 322 de ses propres actions pour un montant global de 474 K € au cours de l'exercice 2010. Ces actions feront l'objet d'une annulation.

Les immobilisations corporelles incluent des éléments relatifs à un site (Vanves) qui sera libéré par son locataire actuel (PCM) courant deuxième semestre 2011. En conséquence, les terrains et constructions relatifs à ce site dont la valeur nette comptable au 31/12/2010 s'élève à 348 K € se trouveront libérés pour un autre usage.

Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Augmentations		Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2010
	Montant au début de l'exercice 2010		Montant utilisé au cours de l'exercice 2010	Montant non utilisé au cours de l'exercice 2010	
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	1 751	308	(19)	-	2 040
Total	1 751	308	(19)	-	2 040
Provisions pour risques					
Provisions pour risques sociaux	-	150	-	-	150
Total	-	150	-	-	150
Provisions pour charges					
Provision remise en état du site industriel de Meudc	262	-	-	-	262
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	7 045	104	-	-	7 149
Total	7 307	104	-	-	7 411
Dépréciations					
Dépréciations sur immobilisations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 4 : Etat des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2010	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus d'1 an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1)	52	15	37
Autres	484	476	8
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés (2)	114	114	-
Autres	2 399	2 309	90
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	59	43	16
Total	3 108	2 957	151
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (3) (4)	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers (3) (5)	622	104	518
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (6)	159	141	18
Dettes fiscales et sociales	3 896	3 827	69
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (6)	82	82	-
Autres dettes (7)	577	577	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total	5 336	4 731	605

(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-
Prêts récupérés en cours d'exercice	-
(2) Dont effets de commerce	-
(3) Emprunts et dettes financières soucrits en cours d'exercice	-
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice	92
(4) dont :	
- à deux ans au maximum à l'origine	-
- à plus de deux ans à l'origine	-
(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	518
(6) Dont effets de commerce	-
(7) Dont envers les associés	577

Note n° 5 : Eléments concernant les Parties liées

Postes	Montant
Avances et acomptes sur immobilisations	-
Participations	44 021
Créances rattachées à des participations	-
Prêts	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-
Créances clients et comptes rattachés	101
Autres créances	2 269
Capital souscrit appelé, non versé	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-
Emprunts et dettes financières divers	622
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	573
Prestations de services	3 342
Autres produits d'exploitation	87
Autres achats et charges externes	45
Produits de participation	1 417
Autres produits financiers	-
Charges financières	-

En montants nets

Parties liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale, les entités sous contrôle conjoint et influence notable et les dirigeants de la Société et les sociétés qu'ils contrôlent, ainsi que les membres de leur famille proche.

Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2010			Montant en fin d'exercice 2010	Pour mémoire écarts incorporés au capital
	Montant au début de l'exercice 2010	Diminutions dues aux cessions	Autres variations		
Terrains	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecarts de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2010
Créances clients et comptes rattachés	7
Autres créances	10
Total	17

Note n° 8 : Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2010
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	21
Dettes fiscales et sociales	191
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4
Autres dettes	4
Total	220

Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2010	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	59	-
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
Total	59	-

Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2010	957 543	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice	-	-
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2010	957 543	35,00

Soit un capital social de 33 514 005 euros.

Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2009 avant résultat	53 521
Affectation du résultat 2009 à la situation nette par l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 juin 2010	753
. Résultat 2009	2 477
. Dividendes distribués	(1 724)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2010	54 274
Variations de l'exercice :	295
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	8
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	287
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2010 avant résultat	54 569

Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2010	Montant 2009
Loyers	2 561	2 853
Services	854	814
Total	3 415	3 667

b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2010	Montant 2009
France	3 405	3 659
Allemagne	10	8
Total	3 415	3 667

Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2010	Montant 2009
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	(104)	(2 027)
Amortissements dérogatoires	(289)	(319)
Coûts et risques sociaux	(231)	-
Indemnité d'éviction	(70)	-
Divers nets	30	30
Total	(664)	(2 316)

Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2010	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2010	Résultat net au 31.12.2010
Résultat courant	2 610	432	2 178
Résultat exceptionnel	(664)	(186)	(478)
Incidence intégration fiscale	-	(98)	98
Total	1 946	148	1 798

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 %.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires est de 97 K € (produit).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera allégée de 2 K€ en raison des provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation pour 6 K€ et accrue de 680 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires pour 2 040 K€.

Note n° 15 : Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant au 31.12.2010
Avals et cautions délivrés au profit des filiales	-
Autres engagements donnés :	
Dettes pour lesquelles l'entreprise a accordé une garantie	
- au titre de ses propres emprunts	-
- au titre de dettes contractées par des filiales	850
Engagements de crédit-bail T.T.C.	26
Engagements en matière de retraites	71
Total	947

Engagements reçus	Montant au 31.12.2010
Avals et cautions reçus	-
Divers	26
Total	26

Engagements de crédit-bail :

Rubriques	Matériels de transport	TOTAL au 31.12.2010
Valeurs d'origine H.T.	33	33
Amortissements		
Cumuls exercices antérieurs	-	-
Dotations de l'exercice	4	4
Total	4	4
Redevances payées H.T.		
Cumuls exercices antérieurs	-	-
Exercice	11	11
Total	11	11
Redevances restant à payer H.T.		
A un an au plus	18	18
A plus d'un an et cinq ans au plus	6	6
A plus de cinq ans	-	-
Total	24	24
Valeurs résiduelles H.T.		
A un an au plus	-	-
A plus d'un an et cinq ans au plus	2	2
Total	2	2
Montant pris en charge nette dans l'exercice	11	11

Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode dite "des unités de crédit projetées", conformément à la Recommandation 03-R.1 du 1er avril 2003 du C.N.C..

Le chiffre retenu, soit 71 K€, est égal au montant du passif social IFC (157 K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2010 (86 K€) détenu par Generali Patrimoine (Groupe Generali) dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

Note n° 16 : Rémunération des Dirigeants

La rémunération globale des Organes de Direction et d'Administration s'est élevée à 484 648 euros pour l'exercice 2010.

Note n° 17 : Effectif moyen 2010

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	6	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	1	-
Total	7	-

Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2010

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % ⁽¹⁾	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
A - FILIALES										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
Filiales françaises										
Gévelot Extrusion S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	18 120	3 603	99,99	25 397	25 397	-	-	61 931	512	-
PCM S.A. 17, rue Ernest Laval 92170 Vanves	10 155	32 440	99,94	6 509	6 509	-	-	68 920	6 643	1 277
Gurtner S.A. 40, rue de la Libération 25300 Pontarlier	3 090	2 463	99,95	1 225	1 225	-	-	14 510	598	-
Filiales étrangères										
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Dold Kaltfließpressteile GmbH Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	644	70,00	10 890	10 890	-	-	36 783	1 055	140
B - PARTICIPATIONS										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
Participations étrangères										
<i>(en milliers d'euros)</i>										
Techniques de Fixation Belgique (en liquidation)	110	NC	22,72	-	-	-	-	NC	NC	-

⁽¹⁾ Dont prêts de consommation

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

CREA
41, avenue de Friedland
75008 Paris

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Actionnaires

Gévelot SA

6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gévelot SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en note 1a de l'annexe et constate, le cas échéant, des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application de l'article L.225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données servant à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 26 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre RIOU

CREA
Christophe BONTE

